



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
31 juillet 2008
Français
Original : anglais, espagnol
et français

Assemblée générale
Soixante-troisième session
Point 105 c) de l'ordre du jour provisoire*
Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
principaux : élection de cinq membres
de la Cour internationale de Justice

Conseil de sécurité
Soixante-troisième année

Curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Curriculum vitæ	2
Ronny Abraham	2
Awn Shawkat Al-Khasawneh	6
Sayeman Bula-Bula	8
Antônio Augusto Cançado Trindade	17
Miriam Defensor Santiago	26
Christopher John Greenwood	36
Maurice Kamto	43
Rafael Nieto-Navia	50
Abdulqawi Ahmed Yusuf	59

* A/63/150.

** Conformément au Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a prié les États parties de présenter les candidats désignés par les groupes nationaux le 30 juin 2008 au plus tard. Le présent document n'a donc pas pu être établi plus tôt.



I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité les curriculum vitæ des candidats présentés par les groupes nationaux dans le cadre de l'élection destinée à pourvoir cinq sièges devenus vacants à la Cour internationale de Justice, qui se tiendra durant la soixante-troisième session de l'Assemblée générale. La liste des candidats présentés est publiée sous la cote A/63/187-S/2008/503. La composition de la Cour et la procédure de vote à suivre à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité figurent dans un mémorandum du Secrétaire général (A/63/186-S/2008/502).

II. Curriculum vitæ

Ronny Abraham (France)

[Original: français]

Né le 5 septembre 1951 à Alexandrie (Égypte)

Nationalité française

Juge à la Cour internationale de Justice depuis le 15 février 2005

Diplômes et autres qualifications

Diplômé d'études supérieures de droit public de l'Université de Paris (1974)

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1973)

Ancien élève de l'École nationale d'administration (1976-1978)

Fonctions nationales antérieurement exercées

Magistrat des tribunaux administratifs (1978-1985 et 1987-1988)

Sous-Directeur à la Direction des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères (1986-1987)

Maître des requêtes au Conseil d'État (1988-2000), Conseiller d'État (depuis 2000), Commissaire du gouvernement près les formations juridictionnelles (1989-1998)

Directeur des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères (1998-2005)

Activités d'enseignement

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (jusqu'en 1998)

Professeur associé à l'Université de Paris X-Nanterre (1997-2003)

Professeur associé à l'Université de Paris II Panthéon-Assas (droit international public, droits de l'homme) (2004-2005)

Activités et expérience dans le domaine international

En qualité de Directeur des affaires juridiques au Ministère des affaires étrangères, chargé de 1998 à 2005 de la fonction de conseiller juridique du gouvernement dans

les domaines du droit international public général, du droit de l'Union européenne, du droit international des droits de l'homme, du droit de la mer et de l'Antarctique

De 1998 à 2004, Agent de la France dans de nombreuses affaires devant les juridictions internationales et européennes :

Cour internationale de Justice

Licéité de l'emploi de la force (Serbie et Monténégro c. France) (demande en indication de mesures conservatoires, 1999; exceptions préliminaires, 2004)

Certaines procédures pénales engagées en France (République du Congo c. France) (demande en indication de mesures conservatoires, 2003)

Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (demande d'avis consultatif) (exposé écrit de la République française, 30 janvier 2004)

Cour européenne des droits de l'homme

Cour de justice des communautés européennes

Tribunaux arbitraux internationaux : tribunal constitué par la France et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans l'affaire relative au régime fiscal des pensions versées aux fonctionnaires retraités de l'UNESCO résidant en France, sentence du 14 janvier 2003; tribunal constitué par le Royaume des Pays-Bas et la République française dans l'affaire concernant l'apurement des comptes en application du Protocole additionnel à la Convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures, sentence du 12 mars 2004

Membre et Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'amélioration des procédures de protection des droits de l'homme (membre 1986-1998; Président 1987-1989)

Président du Comité consultatif mixte de l'Organisation de coopération et de développement économiques (1994-1998)

Membre de la délégation française à l'Assemblée générale des Nations Unies (1998 à 2004)

Chef de la délégation française à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1998 à 2004)

Chef de la délégation française à l'Assemblée des États parties au Statut de la Cour pénale internationale (2002, 2003, 2004)

Chef de la délégation française dans le groupe de travail chargé d'élaborer le projet de convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (2004)

Chef de la délégation de la France à la Commission centrale pour la navigation du Rhin (1998-2005); Président de la Commission (2002-2003)

Autres activités

Membre du Conseil de la Société française pour le droit international

Membre du Groupe européen de droit public

Membre du Comité de rédaction de l'*Annuaire français de droit international*

Publications

Ouvrages

« Droit international, droit communautaire et droit français », Hachette, 1989

Articles, notes, communications et conclusions

« Les magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel », *Revue française de droit administratif (RFDA)*, 1988, mars-avril, n° 2

« Compétence des juridictions internes pour interpréter un traité international », *Actualité juridique droit administratif*, septembre 1990, p. 621, *Revue générale de droit international public*, 1990, p. 882

« L'applicabilité directe de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) devant la juridiction administrative », *Revue universelle des droits de l'homme (RUDH)*, 1991, septembre, vol. 7-9

« Les incidences de la CEDH sur le droit constitutionnel et administratif des États parties », *RUDH*, 1992, vol. 10-11

« Commentaire des articles 25 et 26 de la CEDH », dans *La Convention européenne des droits de l'homme*, ouvrage collectif sous la direction de L. E. Pettiti, E. Decaux et P. H. Imbert

« La réforme du mécanisme de contrôle de la CEDH; le Protocole n° 11 à la Convention », *Annuaire français de droit international 1994*, p. 619

« Les principes généraux de la protection juridictionnelle administrative en Europe : l'influence des jurisprudences européennes », *Revue européenne de droit public*, vol. 9, n° 3, automne 1997

« La notion d'effet direct des traités internationaux devant le Conseil d'État », *Recueil Dalloz*, 1998, jurisprudence, p. 15

« Les normes du droit communautaire et du droit international devant le juge administratif français », Colloque de Bordeaux de la Société française pour le droit international, (dir. publ.) Pedone, Paris, 2000

« Les procédures incidentes devant la Cour internationale de Justice », journée d'études de la faculté de droit de l'Université de Rennes I, (dir. publ.) Pedone, Paris, 2001

« La France devant les juridictions européennes », *Pouvoirs*, 2001, n° 96

« Le rôle du juriconsulte au Ministère des affaires étrangères », communication au Colloque de Genève de la Société française pour le droit international, (dir. publ.) Pedone, Paris, 2004

« Le principe du contradictoire devant les juridictions internationales », Colloque organisé par l'Université de Paris I, (dir. publ.) Pedone, 2004

« Droit des immunités et exigences du procès équitable », Colloque organisé par l'Université de Paris XII, (dir. publ.) Pedone, Paris, 2004

« La Cour internationale de Justice, juge constitutionnel? », dans « La Charte des Nations Unies, Constitution mondiale? », Colloque organisé par l'Université de Paris X, (dir. publ.) Pedone, 2006

« L'application des traités internationaux et l'office du juge des référés administratifs », dans *Mélanges Labetoulle*, (dir. publ.) Dalloz, 2007

« L'articulation du droit interne et du droit international », dans *La France et le droit international*, Cahin, Poirat, Szurek (dir.), (dir. publ.) Pedone, 2007

Nombreuses conclusions présentées au Conseil d'État publiées notamment dans l'*Actualité juridique droit administratif*, la *Revue française de droit international*, la *Revue générale de droit international public* et la *Revue critique de droit international privé*

Awn Shawkat Al-Khasawneh (Jordanie)

[Original: anglais]

Membre de la Cour depuis le 6 février 2000; Vice-Président de la Cour depuis le 6 février 2006

Né à Amman le 22 février 1950.

Études primaires et secondaires au Collège islamique à Amman. Études supérieures à l'Université de Cambridge (Queen's College) en histoire et en droit, études postuniversitaires en droit international. Maîtrise, licence en droit (Cantab).

Membre du corps diplomatique jordanien depuis 1975. Deuxième, puis Premier Secrétaire à la Mission permanente de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1976 à 1980). Ministre des affaires étrangères responsable des organisations internationales et du droit international (1980 à 1985). Chef du Département juridique du Ministère des affaires étrangères (1985-1990). Détaché auprès de la Cour royale (1990). Ambassadeur (1992). Conseiller du Roi et Conseiller d'État pour le droit international avec rang de Ministre du Cabinet (1995). Chef de la Maison royale hachémite (1996-1998).

Membre de la Commission royale de Jordanie sur la réforme juridique et administrative (1994-1996).

Président du Groupe national jordanien sur l'application du droit international humanitaire (1998-2006).

Depuis 1976, représentant de la Jordanie à 19 sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (Sixième Commission, questions juridiques). Représentant suppléant de la Jordanie au Conseil de sécurité (1981-1982). Membre de la plupart des délégations jordaniennes aux réunions tenues de 1980 à 1988 par la Ligue des États Arabes, le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique. Membre et Conseiller juridique de la délégation jordanienne aux pourparlers pour la paix au Moyen-Orient (1991-1994).

Représentant de la Jordanie aux conférences et comités suivants dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international : Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages (1977-1980); Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, deuxième session (1978); Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'États (1982). Président du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur les traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986). Conférence de Rome sur l'élaboration d'une Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (1988).

Membre de la Commission arabe du droit international (1982-1989).

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Président de la Sous-Commission (1993).

Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les transferts forcés de population considérés sous l'angle des droits de l'homme.

Président de la Commission IV, Conférence générale de l'UNESCO (1993).

Membre de la Commission du droit international (1986-1999).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 1999).

Membre de l'Association de droit international, Président du Comité sur l'islam et le droit international depuis 2003.

Membre du Comité de rédaction du *Palestine Yearbook of International Law*.

Membre du Conseil du Centre du droit islamique et moyen-oriental – School of Oriental and African Studies (Institut d'études orientales et africaines), Université de Londres.

Conférencier et participation à des séminaires dans diverses universités, notamment Oxford, Cambridge, Londres, Genève et en Jordanie.

Publications : trois rapports sur les transferts forcés de population considérés sous l'angle des droits de l'homme soumis à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1993-1997); « General Principles and Methods for Executing a New Convention », *Environmental Protection and the Law of War*, Londres, New York (1992); « The International Law Commission and Middle East Waters », *Water in the Middle East: Legal, Political and Commercial Implications*, Londres, New York (1995).

Distinctions : Ordre de l'Istiqlal, première classe (1993); Ordre de Kawkab, première classe (1996); Ordre de la Nahda, première classe (1996) (Jordanie). Grand officier de la Légion d'honneur française (1997).

Sayeman Bula-Bula (République démocratique du Congo)

[Original : anglais]

Professeur à l'Université de Kinshasa

Ancien juge ad hoc à la Cour internationale de Justice (2000-2002)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (2001-2003)

I. Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 31 août 1950, Ebonda (Congo)

État civil : Marié, père de deux (2) enfants

Profession : Professeur d'université

Autres activités professionnelles : Expert-conseil auprès de diverses organisations gouvernementales, non gouvernementales et internationales

II. Études supérieures

Doctorat en droit international, Université de Louvain, 1986

Licence en droit, Université de Kinshasa, 1976

Diplôme de premier cycle en droit, Université de Kinshasa, 1973

Titulaire de certificats divers

III. Expérience professionnelle au niveau national

A. Expérience administrative

2002-2004

Président de la Commission de lutte contre la corruption (2002-2004)

B. Expérience universitaire

1995

Secrétaire général administratif (1995-1996)

Membre du Comité de gestion, chargé de l'intérim des fonctions du secrétaire général académique et du recteur (octobre 1995 et mars 1996)

1994

Vice-doyen de la faculté de droit, Université de Kinshasa, chargé de l'organisation des enseignements théoriques et pratiques; membre du bureau facultaire et chargé de l'intérim du doyen (1994-1995)

1988

Secrétaire académique de la faculté de droit, Université de Kinshasa, chargé de l'application du programme des cours (1988-1994)

C. Professeur à l'Université de Kinshasa

1998

Professeur (1998-ce jour)

Professeur titulaire de droit international public (1992-1997)

Professeur suppléant (1988-1992)

Assistant (1976-1980)

D. Activités d'expert-conseil

2007

Conseiller juridique auprès du Ministère du pétrole (2007)

1998

Conseiller juridique auprès du Ministère de l'énergie pour l'élaboration du Protocole d'accord de collaboration scientifique entre la République démocratique du Congo et les universités américaines de Miami et de Syracuse, dans le cadre du projet géosciences dans les lacs Édouard-Albert Tanganyika (GEOLAT) (1998-2001); composante du programme Décennie internationale pour les lacs est-africains (IDEAL) (1993-2003, juillet-août 1998)

Conseiller juridique auprès du Ministère du développement et de l'industrie pétrolière, chargé de l'étude du dossier de délimitation des frontières maritimes de la République démocratique du Congo (juillet 1998)

Expert agréé par la Banque mondiale pour le troisième projet Eau-Zaïre – crédit de la Banque mondiale (1989) pour l'élaboration d'un code de l'eau au Zaïre (1989-1994)

IV. Expérience professionnelle au niveau international

A. Expert international

2003

Siège à la Cour permanente d'arbitrage des différends relatifs aux ressources naturelles ou à l'environnement (2003)

2001

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye, 2001-2013)

Membre du Tribunal arbitral spécial pour la pêche en mer (2001-2013)

2000

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative au mandat d'arrêt (*République démocratique du Congo c. Belgique* 2000-2002) (avril 2000)

1999

Membre du Tribunal arbitral spécial pour la protection et la préservation du milieu marin nommé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 20 janvier 1999

1997

Coordonnateur du programme « Promotion de l'état de droit » du Haut-Commissariat aux droits de l'homme en République d'Haïti (1997-1998)

1996

Coordonnateur du projet « Droits de l'homme et droit international humanitaire »; Président, programme relatif au Haut-Commissariat aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, Académie militaire de Bujumbura (1996)

Coordonnateur du Séminaire de droit international humanitaire destiné aux militaires, organisé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève, 27 juillet-3 août 1996)

Coordonnateur du Séminaire de droit international humanitaire à l'intention du Haut Commandement des Forces armées du Togo, organisé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (Lomé; 20-27 octobre 1996)

B. Sociétés savantes

2007

Membre du Conseil national des sciences et des technologies, Kinshasa (2007)

2002

Membre du Comité consultatif de rédaction, *Annuaire africain de droit international* (La Haye, 2002)

1993

Membre de la Société africaine de droit international et comparé, Londres (1993-2000)

Cofondateur et participant au réseau francophone « Réseau de droit de l'environnement » Montréal (Canada) (1992-ce jour)

C. Autres associations

2003

Membre de la Wilton Park International Association, Londres (2003-ce jour)

D. Activités scientifiques internationales

2007

Participant au symposium « Parties multiples, problèmes multiples », Cour permanente d'arbitrage, La Haye (10-11 mai 2007)

2006

Invité d'honneur à la septième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde, Lucknow (Inde) (8-11 décembre 2006)

2005

Invité d'honneur à la sixième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde, Lucknow (Inde) (9-13 décembre 2005)

Conférencier à la sept cent quatre-vingt-quatrième Conférence sur la promotion de la bonne gouvernance et le développement des pays en conflit; le rôle du parlement et du gouvernement, Wilton Park (juin 2005)

2003

Participant à la Conférence du Foreign Office (Wilton) sur les pays en situation postconflit (septembre 2003)

Coordonnateur : Conférence du Foreign Office (Wilton) sur la justice en Afrique (août 2001)

2000

Principal conférencier à la conférence « Perspectives de paix en Angola et en République démocratique du Congo » organisée par le Comité Afrique australe, Centre of African Studies, Université libre de Bruxelles et Vrije Universiteit Brussel (2000)

1999

Conférencier au quatrième Symposium mondial relatif à la pensée de Mouammar Al Ghadafi, « Le livre vert ». « La crise de la communauté internationale au seuil du XXI^e siècle », Tripoli (29 novembre-3 décembre 1999)

Coordonnateur : atelier régional sur l'application des principes des sciences de la mer et la gestion durable des ressources marines et côtières, Angola, République démocratique du Congo et Côte d'Ivoire, Kinshasa (23-26 février 1999)

1998

Participant au colloque « Légitimité de l'intervention pour la paix des médias étrangers dans les zones de conflit », Fondation Hironnelle, Cartigny, Genève (3-5 juillet 1998)

Délégué de la République démocratique du Congo au trente-quatrième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Ouagadougou (2-10 juin 1998)

Principal coordonnateur du séminaire conjoint sur « Les conflits anarchiques » à l'intention des représentants permanents auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies et de l'OUA, Addis-Abeba (30-31 mars 1998)

1997

Coordonnateur principal au panel sur « Les techniques juridiques pour la mise en œuvre de l'état de droit en Afrique », Actes du neuvième congrès annuel de la Société africaine de droit international comparé, Abidjan (août 1997)

1995

Participant au septième congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé sur « L'intégration régionale en Afrique comme solution aux problèmes économiques du continent », Johannesburg, Afrique du Sud (août 1995)

Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », Louvain-la-Neuve (Belgique) (septembre 1995)

1994

Coordonnateur principal du séminaire/atelier sur « Les enfants et les conflits en Afrique centrale », Kinshasa (novembre 1994)

Conférencier au sixième congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé sur « L'OUA et l'Afrique de l'an 2000 : règlements des conflits et protection des personnes déplacées », Kampala (septembre 1994)

Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », Louvain-la-Neuve (Belgique) (juin 1994)

1993

Conférencier au cinquième congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé sur « Le système des Nations Unies et le nouvel ordre mondial », Accra (septembre 1993)

Participant à la réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », Louvain-la-Neuve (Belgique) (1993)

1992

Coordonnateur : cinquième Séminaire régional africain de droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Yaoundé (novembre 1992)

Participant à la création du réseau francophone « Droit de l'environnement », Montréal (Canada) (août-septembre 1992)

1991

Ambassadeur et membre du collectif des 10 personnalités congolaises chargées de coordonner la Campagne mondiale du CICR pour la protection des victimes de la guerre, Kinshasa (novembre 1991)

Coordonnateur : deuxième séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le CICR sur le droit international humanitaire, Kinshasa (avril 1989)

Coordonnateur : premier séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le CICR sur le droit international humanitaire, Kinshasa (mars 1988)

1983

Participant à la Conférence européenne sur « Le nouveau droit de la mer de l'environnement dans le contexte européen », organisée par la Commission européenne, Bruxelles (janvier 1983)

V. Publications et ouvrages scientifiques

A. Droits de la mer et de l'environnement

1999

« L'odyssée du droit de la mer dans les abysses », *Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui*; La Haye, Kluwer Law International, 1999

1996

« Les institutions de gestion des forêts au Zaïre », colloque du réseau « Droit de l'environnement », Limoges (France) (novembre 1994); *Droit, forêts et développement durable*, Bruxelles, Bruylant (1996)

« L'infortune du Comité de pêche du golfe de Guinée », *L'intégration régionale est-elle une solution aux problèmes économiques de l'Afrique?*, Actes du huitième congrès annuel de la Société africaine de droit international et comparé, Le Caire (2-4 septembre 1996)

1992

Le nouveau droit de la mer dans le contexte économique du Zaïre, Bruxelles, Bruylant (1992)

1990

« L'Europe de 1992 et ses implications sur la coopération euro-africaine en matière maritime », communication au Séminaire international sur l'Europe de 1992 et l'Afrique, Kinshasa, Université de Kinshasa (5-8 novembre 1990)

1989

Les États sans littoral et le droit de la mer, Conférence, Université de Bangui, République centrafricaine (26 janvier 1989)

1988

Le nouveau droit de la mer au regard de l'Afrique, Conférence à l'Université de Kinshasa (17 mai 1988)

« Les normes de la qualité des eaux en droit comparé », communication au premier Symposium national sur les normes de la qualité des eaux, Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement, Kinshasa (9-14 mai 1988)

B. Droit international en matière de paix et de sécurité

2006

Liber Amicorum Marcel Lihau (dir. publ.), Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2006

L'arrêt du 25 novembre 2005 de la Cour d'appel de Dakar relatif à l'exception d'incompétence dans l'extradition de M. Hissène Habré, *Revue de droit africain*, n° 36 (octobre 2005)

Mise hors-la-loi ou mise en quarantaine des gouvernements anticonstitutionnels par l'Union africaine?, *Annuaire africain de droit international*, vol. II (2003)

Les immunités pénales et l'inviolabilité du ministre des affaires étrangères en droit international à la lumière de l'affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000, *République démocratique du Congo c. Belgique*, Cour internationale de Justice, arrêt du 14 février 2002, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruylant, Bruxelles (2004)

L'Accord de Pretoria du 31 juillet 2002 et le Protocole de Luanda du 6 août 2002 relatif au règlement du conflit armé contre la République démocratique du Congo, *Annales de la faculté de droit*, vol. XI-XXVII (2004)

2002

Opinion individuelle jointe à l'arrêt du 14 février 2002 dans l'affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo c. Belgique*), Cour internationale de Justice (2002)

2000

Opinion dissidente jointe à l'ordonnance en date du 8 décembre 2000 dans l'affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo c. Belgique*), Cour internationale de Justice (2000)

La seconde « onusation » de la République démocratique du Congo, « Perspectives de paix en Angola et en République démocratique du Congo », Actes de la conférence du 28 octobre 2000 organisée par le Comité sud-africain, Centre d'études africaines de Bruxelles, Université libre de Bruxelles/Vrije Universiteit Brussel (non publié) (2000)

La contribution de l'Accord de Syrte du 18 avril 1999 au règlement des différends dans la région des Grands Lacs, Actes du quatrième Symposium mondial sur la pensée de Mouammar Al Ghadafi, « Le livre vert sur la crise de la communauté internationale au seuil du XXI^e siècle », Tripoli (29 novembre-3 décembre 1999)

Droit international humanitaire, cours donné au séminaire sur le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, organisé par la faculté de droit, Université de Kinshasa et Haut-Commissariat aux droits de l'homme de la République démocratique du Congo, Presses universitaires de Kinshasa (1999)

L'Accord de Syrte du 18 avril 1999 pour le règlement des différends dans les Grands Lacs, note de lecture, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. II, n^o 3 (octobre 1999)

« La Cour pénale internationale envisagée dans ses rapports avec le Conseil de sécurité des Nations Unies », l'Afrique face aux défis de la mondialisation à l'aube du millénium, Actes de la onzième conférence annuelle, Harare (2-4 août 1999)

Leçon inaugurale à l'occasion de la rentrée académique des universités officielles du Congo, Académie des beaux-arts, Kinshasa (1999)

« Universalisme et régionalisme en droits de l'homme et des peuples », faculté de philosophie Saint-Pierre Canisius, Kinshasa, Édition Loyola (2000)

« Le conflit anarchique en question », *Revue de droit africain*, Bruxelles n^o 7 (juillet 1998)

« Le rôle incertain de la société civile dans le règlement des conflits internes : l'état du droit en Afrique à l'orée de l'an 2000. Quelles perspectives? », Actes des premières journées juridiques africaines de Bruxelles, Katholiek Universiteit, Bruxelles (25-26 septembre 1998)

« La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée », *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. IX, n° 3 (septembre 1997)

« Remarques liminaires sur l'Acte constitutionnel, Haïti : la Constitution de 1987 et les droits de l'homme », Actes du colloque international des 28-29 avril 1997, Port-au-Prince (1998)

1995

« Le parapluie humanitaire de l'enfant », *Revue interdisciplinaire des droits de l'homme*, vol. I (1995)

1994

« Faut-il instituer un mécanisme juridictionnel africain de règlement des différends? », Actes de la Société africaine de droit international et comparé (1993)

« L'idée d'ingérence à la lumière du nouvel ordre mondial », *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. 6, n° 1 (1994)

1993

« L'ordre juridique à l'épreuve des réalités », *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. 5, n° 1 (1993)

VI. Principaux cours en République démocratique du Congo et dans d'autres pays

2000

Cours de droit international public, faculté de droit, Vrije Universiteit Brussel (octobre 2000)

1998-2007

Cours de droit international public, faculté de droit, Université de Kinshasa (1998-ce jour)

Cours de droits de l'homme, facultés catholiques de Kinshasa (1990-1992)

Cours de droit international humanitaire, faculté de droit, Université de Kinshasa (1998-ce jour)

Cours de droit de la mer, faculté de droit et de sciences économiques, Université de Bangui, République centrafricaine (1998-1990)

VII. Distinctions honorifiques

2006

Reconnaissance de participation active et de contribution valable lors de la septième Conférence des présidents de cours suprêmes du monde tenue à Lucknow (Inde) (7-12 décembre 2005)

2000

Nommé meilleur éducateur pour la paix par le collectif congolais pour la protection et la promotion des droits de l'homme et de la liberté d'enseignement, Kinshasa (1999)

1999

Nommé meilleur africaniste par l'Association des étudiants africanistes, Université de Kinshasa

VIII. Références

S. E. M. Mohammed Bedjaoui, ancien Président de la Cour internationale de Justice (La Haye), retraité (Algérie)

S. E. Juiyong Shi, ancien Président de la Cour internationale de Justice (La Haye), juge à la Cour internationale de Justice

S. E. Gilbert Guillaume, ancien Président de la Cour internationale de Justice (La Haye), retraité (France)

S. E. Dame Rosalyn Higgins, Présidente de la Cour internationale de Justice (La Haye)

(Signé) Sayeman **Bula-Bula**

Kinshasa, le 26 octobre 2007

Antônio Augusto Cançado Trindade (Brésil)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : né le 17 septembre 1947 à Belo Horizonte (Brésil).

I. Formation universitaire

Doctorat en droit international (1977) de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni), avec une thèse intitulée « Developments in the Rule of Exhaustion of Local Remedies in International Law ».

Maîtrise en droit international (LL.M.) de l'Université de Cambridge (1973);
Licence en droit (LL. B.) de l'Université fédérale de Minas Gerais (Brésil) (Premier prix en droit romain, 1969).

Diplômé de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (1974);
Certificats du Centre d'étude et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye (1974) et du séminaire de la Commission du droit international des Nations Unies (Genève, 1975), entre autres.

II. Prix universitaires

Prix Yorke décerné en 1978 par la faculté de droit de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) pour la thèse de doctorat de l'auteur.

Docteur *Honoris Causa* des universités ci-après : Université centrale du Chili (Santiago) (2003); Université catholique pontificale de Lima (Pérou) (2003); American University of Paraguay (2004) et Université nationale de La Plata (Argentine) (2005).

Professeur *Honoris Causa* de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos (Lima, 2001) et de l'Université du Rosaire de Bogota (2006)

Prix « Isidro Fabela » décerné par l'Université nationale autonome du Mexique (Mexico) (2003)

Prix « José Bonifácio de Andrada » décerné par la Universidade do Estado de Rio de Janeiro (1999)

Prix « Fausto Alvim » d'excellence décerné par l'Université de Brasilia (1999).

Prix « Pontes de Miranda » 2002-2003 décerné par la Academia Brasileira de Letras Jurídicas pour l'ouvrage « O Direito Internacional em um Mundo em transformação » (Rio de Janeiro, 2002)

Prix « Destaque 2002 » décerné par l'Université fédérale de Minas Gerais, Belo Horizonte (Brésil) (2002)

Prix annuel de l'*American Society of International Law* (Washington, 2007)

W. Friedmann Memorial Award décerné par l'Université Columbia (Columbia Journal of Transnational Law) (New York) (2008)

III. Publications universitaires dans le domaine du droit international

1. Livres

« International Law for Humankind: Towards a New *Jus Gentium* (1) – General Course on Public international Law » (vol. 316 du *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 2005)

« International Law for Humankind: Towards a New *Jus Gentium* (2) – General Course on Public international Law (vol. 317 du *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 2005)

« Co-existence and Co-ordination of Mechanisms of International Protection of Human Rights » (vol. 202 du *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 1987)

« The Application of the Rule of Exhaustion of Local Remedies in International Law », Cambridge, Cambridge University Press, 1983 (livre basé sur la thèse de doctorat de l'auteur)

« Repertório da Prática Brasileira do Direito Internacional Público » (*Brazilian Digest of International Law*, vol. I à IV), Brasília (1984-1988).

« Princípios do Direito Internacional Contemporâneo », Brasília, University of Brasília Press (1981)

« O Esgotamento de Recursos Internos no Direito Internacional », Brasília, University of Brasília Press, 1984 (1^{re} éd.) et 1997 (2^e éd.).

« A Proteção Internacional dos Direitos Humanos – Coletânea de Ensaio », Rio de Janeiro, SBERJ (1988)

« O Direito Internacional e a Solução Pacífica das Controvérsias Internacionais », Rio de Janeiro (1987)

« Direito das Organizações Internacionais », 1^{re} éd., Brasília, Escopo éd., 1990; 2^e éd., Belo Horizonte, (dir. publ.) Del Rey, 2002; 3^e éd., Belo Horizonte, (dir. publ.) Del Rey (2003)

« A Proteção Internacional dos Direitos Humanos – Fundamentos Jurídicos e Instrumentos Básicos. São Paulo, (dir. publ.) Saraiva (1991)

« A Proteção dos Direitos Humanos nos Planos Nacional e Internacional: Perspectivas Brasileiras » (dir. publ.) San José/Brasília (1992)

« Direitos Humanos, Desarrollo Sustentable y Medio Ambiente/Human Rights, Sustainable Development and the Environment/Direitos Humanos, Desenvolvimento Sustentável e Meio Ambiente » (dir. publ.), San José de Costa Rica/Brasília, IIDH/BID, 1992 (1^{re} éd.) et 1995 (2^e éd.)

« Direitos Humanos e Meio-Ambiente: Paralelo dos Sistemas de Proteção Internacional », Porto Alegre, (dir. publ.) Fabris (1993)

« La Protección Internacional de los Derechos Humanos en América Latina y el Caribe » (présenté aux réunions préparatoires pour les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme des Nations Unies, San José, IIDH/CEE/Ministère des relations extérieures et du culte de Costa Rica (1993)

- « A Incorporação das Normas Internacionais de Proteção dos Direitos Humanos no Direito Brasileiro » (dir. publ.), San José/Brasília, IIDH/CICV/ACNUR/CUE, 1996 (1^{re} et 2^e éd.)
- « Tratado de Direito Internacional dos Direitos Humanos », vol. I, Porto Alegre, (dir. publ.) Fabris, 1997 (1^{re} éd.) et 2003 (2^e éd.); vol. II, Porto Alegre, (dir. publ.) Fabris, 1999; vol. III, Porto Alegre, (dir. publ.) Fabris (2003)
- « A Proteção Internacional dos Direitos Humanos e o Brasil (1948-1997): As Primeiras Cinco Décadas », Brasília, Presses universitaires de Brasília (série Humanités), 1998 (1^{re} éd.) et 2000 (2^e éd.)
- « O Direito Internacional em um Mundo em Transformação », Rio de Janeiro, (dir. publ.) Renovar (2002)
- « El Derecho Internacional de los Derechos Humanos en el Siglo XXI », Santiago, Editorial Jurídica de Chile, 2001 (1^{re} éd.) et 2006 (2^e éd.)
- « La Nueva Dimensión de las Necesidades de Protección del Ser Humano en el Inicio del Siglo XXI » (en collaboration avec Jaime Ruiz de Santiago), San José, ACNUR, 2001 (1^{re} éd.) et 2002 (réimpression) et 2003 (2^e éd.), 2004 (2^e éd.) et 2005 (3^e éd.) et 2006 (4^e éd.)
- « El Acceso Directo del Individuo a los Tribunales Internacionales de Derechos Humanos », Bilbao, Université de Deusto, Espagne (2001)
- « El Futuro de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » (en collaboration avec M. E. Ventura Robles), San José, Cour interaméricaine des droits de l'homme, 2003 (1^{re} éd.) et 2004 (2^e éd.) et 2006 (3^e éd.)
- « Doctrina Latinoamericana del Derecho Internacional », vol. I (en collaboration avec A. Martínez Moreno), San José, Cour interaméricaine des droits de l'homme (2003)
- « Doctrina Latinoamericana del Derecho Internacional », vol. II (en collaboration avec F. Vidal Ramirez), San José, Cour interaméricaine des droits de l'homme (2003)
- « Bases para un Proyecto de Protocolo a la Convención Americana sobre Derechos Humanos, para Fortalecer Su Mecanismo de Protección », vol. II, San José, Cour interaméricaine des droits de l'homme (2001) (1^{re} éd.) et 2003 (2^e éd.)
- « Las Tres Vertientes de la Protección Internacional de los Derechos de la Persona Humana » (en collaboration avec G. Peytrignet et J. Ruiz de Santiago), Mexico, (dir. publ.) Porrúa/Université ibéro-américaine (2003)
- « Pareceres dos Consultores Jurídicos do Itamaraty (1985-1990) », vol. VIII, Brasília, MRE/Sénat fédéral (2004)
- « A Humanização de Direito Internacional », Belo Horizonte/Brésil, Del Rey (dir. publ.) (2006)
- « Derecho Internacional de los Derechos Humanos: Esencia y Trascendencia (Votos en la Corte Interamericana de Derechos Humanos – 1991/2006) », Mexico, Porrúa/Université ibéro-américaine (dir. publ.) (2007)

2. Monographies, articles, chapitres et livres

Plus de 480 études, y compris des contributions à des livres et à des journaux, des monographies, des rapports et des articles publiés dans de nombreux pays dans plusieurs des principales revues spécialisées en droit international : « Archiv des Volkerrechts » (Tübingen, 1977); « International and Comparative Law Quarterly » (Londres, 1976 et 1979); « Revue belge de droit international » (Bruxelles, 1976); « Jahrbuch für Internationales Recht » (Kiel, 1979 et 1982); Revue de droit international de sciences diplomatiques et politiques (Genève, de 1977 à 1984); « Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht » (Leiden, 1977); « Rivista di Diritto Internazionale » (Milan, 1978); « Revue des droits de l'homme » (Paris, 1976 et 1977); « Cahiers de droit européen » (Bruxelles, 1978); « Cambridge Law Journal » (Cambridge, 1977); « Österreichische Zeitschrift für öffentliches Recht » (Vienne, 1978); « Annuaire français de droit international » (Paris, 1987 et 2000), « Indian Journal of International Law » (New-Delhi, 1976 et 1978); « Philippine Law Journal », 1978); « Malaya Law Review » (Singapour, 1976) « Anuario Jurídico Interamericano » de l'Organisation des États américains (1982); « Cursos (VIII, IX, XII, XVII, XVIII y XIX) de Direito Internacional Organizados pelo Comité Juridico Interamericano da OEA » (1981, 1982, 1985 et 1990 à 1992); « Revista del Instituto Interamericano de Derechos Humanos » (San José, de 1986 à 1998); série « Estudios Básicos de Derechos Humanos » de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (de 1994 à 1996). Série « Estudios Especializados de Derechos Humanos » de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (1996); « Revista Brasileira de Estudos Políticos (1981, 1982, 1985, 1987 et 1990); « Revista Brasileira de Política Internacional » (1985, 1990 et de 1993 à 1997); « Revista de Informação Legislativa do Senado Federal » (de 1979 à 1988); « Revista Arquivos do Ministério da Justiça » (de 1979 à 1998); « Estudios Internacionales » (Santiago de Chili, de 1981 à 1983, et 1995); « Revista de la Cancillería de San Carlos » (Bogota, 1991); « Mundo Nuevo » (Caracas, 1982-1983 et 1989); « Anuario del Departamento de Direito de la Universidad Iberoamericana de México » (1984, 1992 et 1995); « Revue générale de droit international public » (Paris, 1990); « Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional » (Brasilia, de 1985 à 1998); « Anuario Argentino de Direito Internacional » (Cordoba, 1987-1989); « Hague Yearbook of International Law » (La Haye, 1990); « Yearbook of International Environmental Law » (1991-1993); « Asian Yearbook of International Law » (1994); « Recueil des cours de l'Institut international des droits de l'homme » (Strasbourg, 1988, 1991 et 1993-2007); « Chinese Journal of International Law » (Beijing, 2007); « Japanese Journal of International Law and Diplomacy » (Tokyo, 2006); « Revue trimestrielle des droits de l'homme » (Bruxelles, 2008); et beaucoup d'autres; chapitres de livres et d'ouvrages collectifs dans plusieurs pays (Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Mexique, République bolivarienne du Venezuela, Uruguay, Belgique, Malte, Pays-Bas, Chine, Japon, et Kenya) et pour divers instituts internationaux (Organisation des États américains, Organisation des Nations Unies, Institut interaméricain des droits de l'homme, Comité international de la Croix-Rouge, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Université des Nations Unies et plusieurs comptes rendus de livres, des préfaces et des conférences.

IV. Expérience professionnelle universitaire

1. Enseignement permanent

Professeur titulaire de droit public international à l'Université de Brasilia (depuis 1978) et à l'Institut diplomatique Rio Branco du Brésil (depuis 1979).

2. Enseignement à l'Académie de droit international de La Haye

Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye aux sessions de 2005 (cours publié dans les volumes 316 et 317 du *Recueil des cours de l'Académie*) et de 1987 (Cours publié dans le volume 202 (1987) du *Recueil des cours de l'Académie*); conférencier aux sessions suivantes du programme externe de l'Académie de droit international de La Haye : à la vingtième (Bogota, 1989); à la vingt et unième (Santiago, 1991); à la vingt-quatrième (San José, 1995); à la vingt-septième (Montevideo, 1998); à la trentième (Mexico, 2002); à la trente-troisième (Lima, 2005); et à la trente-sixième session (Saint-Domingue, 2008); coparrain, en tant que juge siégeant à la Cour interaméricaine des droits de l'homme et en tant que Directeur exécutif de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, de la vingt-quatrième session du programme externe de l'Académie de droit internationale de La Haye (San José, 1995). A participé à la session de 1974 du Centre d'étude et de recherche de l'Académie de droit international de La Haye (a obtenu un certificat)

3. Cours du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains

Conférencier aux cours annuels de droit international organisés par le Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, sessions de 1981, 1982, 1985, 1990, 1991, 1992, 1995, 1996, 1997, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et de 2007).

4. Enseignement à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)

Conférencier aux cours annuels de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (sessions de 1988, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et de 2007).

5. Enseignement à l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José, Costa Rica)

Conférencier aux cours interdisciplinaires de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (sessions de 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2004 et de 2007); coordonnateur universitaire des cours spécialisés et des séminaires à l'Institut interaméricain des droits de l'homme au Costa Rica et au Brésil; conférencier à l'Institut interaméricain des droits de l'homme dans plusieurs pays.

6. Professeur invité

Professeur invité (Cátedra Simón Bolívar) aux universités et instituts suivants : Université des Andes (Mérida, République bolivarienne du Venezuela, 1981 et 1982); Institut des hautes études internationales de l'Université Paris-II (Panthéon-Sorbonne, sessions de 1988-1989); Université de Ferrara en Italie (1983 et 1986); Université de Lisbonne (1993) (élu par la Congrégation); Université Columbia de New York (1^{er} semestre 1998); faculté de droit de l'Université Tulane à la Nouvelle-

Orléans (1^{er} semestre 1999); Universités de Séville et de Deusto (Bilbao, Espagne, 1^{er} semestre 2002); faculté de droit de l'Université américaine de Washington (mai/juin 2003, 2004 et 2006); Université autonome de Madrid/Fondation Ortega y Gasset.

7. Autres postes d'enseignant

Conférencier à l'Institut du droit public international et des relations internationales de Thessalonique en Grèce (session de 1988); aux troisièmes cours euro-méditerranéens de droit international (Castellón, Espagne, session de 1999); au Comité international de la Croix-Rouge, séminaires de droit à Hong Kong (Chine) et à Macao (Chine, 1996); au Centre des droits de l'homme de l'Université de Nottingham du Royaume-Uni (2002, conférence inaugurale).

Conférencier (entre 1982 et 1999) dans les universités suivantes : Université de Toronto, Universidad Externado de Colombia (Bogota), Universités de Quito, de Buenos Aires et de Montevideo, Université Simon Bolivar (Caracas), Universités de Milan, de Salerne, de Turin, de Ségovie et de Varsovie, Université George Washington (Washington), Université américaine (Washington), Institut d'études internationales de Santiago et principales universités du Brésil (Brasilia, Sao Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Pernambuco, Paraíba, Ceará, etc.).

Conférencier (entre 1982 et 2007) dans divers instituts : Institut diplomatique en Italie (Florence); Institut Artigas du Ministère des relations extérieures d'Uruguay (Montevideo); Académie diplomatique Antonio J. Quevedo d'Équateur (Quito); Institut diplomatique Andrés Bello du Chili (Santiago); Institut diplomatique Manuel María Peralta du Costa Rica (San José) et Conseil argentin des relations internationales (Buenos Aires).

A participé (de 1982 à 2007) à des séminaires organisés notamment par le British Institute of International and Comparative Law (Londres), l'Instituto Universitario Iberoamericano de Estudios Internacionales (Madrid), l'Institut polonais des relations internationales (Varsovie), le Canadian Council on International Law (Ottawa); le Royal Institute of International Relations (Londres); l'American Society of International Law (Washington), l'Institut de droit public comparé et de droit international Max-Planck (Heidelberg), l'Académie de droit européen (Florence).

Conférencier pour les cours de formation à l'extérieur (formation de diplomates) de l'Institut brésilien Rio-Branco au Surinam, au Cap-Vert et au Gabon; chef du département des sciences politiques et des relations internationales (1979-1983) et coordonnateur des études du troisième cycle en relations internationales (1979-1986) de l'Université de Brasilia. A été invité dans plusieurs pays en tant que conférencier ou rapporteur à de nombreux congrès ou colloques sur le droit international.

V. Expérience professionnelle

Président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (élu en 1999, réélu en 2002); Vice-Président de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (élu en 1997); juge de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (élu en 1995, réélu

par acclamation en 2000); ancien juge ad hoc de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (a jugé deux affaires de 1990 à 1994).

Directeur exécutif de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (élu à l'unanimité, 1994-1996). Membre du Conseil d'administration de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (élu en 1988-1991, réélu à l'unanimité en 1991-1994 et de nouveau en 1996, à la fin de son mandat en tant que Directeur exécutif); conseiller juridique externe de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (1991-1994); représentant de l'Institut interaméricain des droits de l'homme aux réunions préparatoires régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes en vue de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme des Nations Unies (Vienne, 1993); Chef de la délégation de l'Institut interaméricain des droits de l'homme à la conférence de l'Amérique centrale sur la paix et le développement (Tegucigalpa, 1994).

Conseiller juridique au Ministère des relations extérieures du Brésil (1985-1990); chef adjoint de la Délégation du Brésil à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales (Vienne, 1986); Représentant du Brésil à la deuxième Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme (Vienne, 1993); Envoyé spécial du Ministre des relations extérieures du Brésil au Chili pour les questions relatives aux droits de l'homme (Santiago, 1993-1994); Représentant du Brésil à la vingt-quatrième Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Belém do Pará, Brésil, 1994); Représentant du Brésil à la quatorzième Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Brasilia, 1984); Représentant du Brésil aux conférences sur le Parlement d'Amérique latine (Cartagena et Lima, 1987); Représentant du Brésil à la Réunion conjointe du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui (Cartagena, 1985); Chef de la délégation du Brésil à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (Genève, 1983); Conseiller juridique de la Délégation du Brésil à la sixième Conférence franco-brésilienne pour la démarcation des frontières.

Expert de l'Organisation des Nations Unies et conférencier à la Consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme (Genève, 1990); membre du Groupe des Conseillers juridiques principaux auprès du PNUE (Nairobi, 1990-1992); a participé aux réunions de Malte (1990), de Nairobi (janvier et septembre 1991), de Genève (mars et juillet 1991), de Beijing (1991), de Rio de Janeiro (1991-1992) et de Nairobi (septembre 1992); membre du Comité consultatif d'experts du droit international de l'environnement de l'Université des Nations Unies (1984-1987); a participé à des réunions à La Haye (1984), Rio de Janeiro (1985), Strasbourg (1986) et Goa (Inde) (1987).

Conseiller du PNUD pour les projets de services consultatifs et de modernisation des bureaux étrangers des pays d'Amérique latine (1988 : Chili, Brésil, Mexique, Guatemala, République dominicaine); Conseiller du PNUE pour l'élaboration du projet de législation environnementale à Sao Tomé-et-Principe (1992); membre du Groupe de juristes de la Commission sud-américaine de paix, chargée d'élaborer le premier projet de Traité de zone de paix en Amérique du Sud (Brasilia, août 1989 et Montevideo, juin 1990).

Membre de la Commission de juristes de l'Organisation des États américains pour le Nicaragua (1993-1994). Membre de la Commission des Conseillers juridiques principaux auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue

de l'évaluation finale de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (Mexico, 1994); conseiller juridique auprès du Conseil de l'Europe dans une affaire liée à la Convention de Minsk relative aux droits de l'homme (1995).

Membre de la Commission des conseillers auprès de l'UNESCO sur le droit à la paix en tant que droit de l'homme (a participé aux réunions de Las Palmas en Espagne en février 1997 et à Oslo en juin 1997). Directeur de recherche pour un projet relatif au droit humanitaire et au droit coutumier du Comité international de la Croix-Rouge (1997).

Arbitre au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (2006-2008).

Directeur depuis 1985 du *Brazilian Journal of International Law* (biannuel); Codirecteur depuis 2001 du *Brazilian Journal of Human Rights*; éditeur depuis 1981 du *International Legal Materials* (Washington/American Society of International Law); membre de 1987 à 2002 du comité de rédaction de la revue « Arquivos » du Ministère de la justice du Brésil; membre depuis 1993 du comité de rédaction du *Brazilian Journal of International Politics*; membre depuis 1997 du comité de rédaction de la « International Newsletter » de l'Université de Sao Paulo.

VI. Prix et distinctions

Prix « Heleno Frago » des droits de l'homme, décerné par l'Association du Barreau brésilien/Paraná (Curitiba, 2000). Prix « Citoyen du monde » décerné par les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'homme au Brésil (Brasilia, 1998); prix Yorke (Université de Cambridge, 1978); Commandeur de l'ordre de Rio Branco décerné par le Ministère des relations extérieures du Brésil (1990); Grand-Croix de l'ordre de Rio Branco décerné par le Ministère des relations extérieures du Brésil (2001); Grande médaille de l'ordre de la « Incondifência », Ouro Preto (Brésil) (2001); distinction honorifique de l'Université de Salerne (Italie) (1984); distinction honorifique de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (1988); distinction honorifique de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, Costa Rica (1997); décoration de la Cour suprême de justice de la République bolivarienne du Venezuela (Caracas) (1999); prix « Pontes de Miranda » décerné par la Academia Brasileira de Letras Juridicas (2004); Grand-Croix de l'ordre de « Paz Soldán » décernée par le Ministère des relations extérieures du Pérou (Lima, 2005).

VII. Appartenance à des associations professionnelles et scientifiques

Membre du Conseil d'administration de l'Académie de droit international de La Haye (élu en 2004); membre de l'Institut du droit international (élu à la session de Strasbourg, 1997); élu membre du Committee on the Enforcement of Human Rights Law du International Law Association (Londres); membre élu du Conseil international du droit de l'environnement (Bonn).

Membre des Conseils d'administration (élu et réélu) de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José et Strasbourg, respectivement); élu membre de l'Institut international du droit humanitaire (San Remo).

Membre permanent de la Société brésilienne de droit international; membre associé de l'Association argentine de droit international; membre élu de la Société française pour le droit international; membre permanent (élu, 1994) et ancien rapporteur

(1996) de l'Institut hispano-luso-américain de droit international membre de l'American Society of International Law; membre du British Institute of International and Comparative Law et de la Indian Society of International Law; membre de l'Association des anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye.

Membre du Conseil d'administration du Asia-Pacific Council on Human Rights Studies (New Delhi, 1998); membre du Conseil international pour l'étude des droits de l'homme (Londres, 1997); membre du Comité directeur du projet sur les cours et tribunaux internationaux (New York et La Haye, 1998-2001).

Président honoraire de l'Institut brésilien des droits de l'homme; Membre de l'Association du Barreau brésilien; professeur « homenageado » (élu par les étudiants) des universités et instituts suivants : Université de Brasilia, Université catholique de Minas Gerais (Brésil) (1^{er} semestre 2002), Université Tuiuti de Curitiba (Brésil) (2^e semestre 2002); et Institut diplomatique de Rio Branco (1999 et 2006).

Membre de l'Academia Mineira de Letras Jurídicas; membre de l'Academia Brasileira de Letras Jurídicas.

VII. Connaissances linguistiques

Excellente connaissance de l'anglais, du français, de l'espagnol et du portugais; connaissance passive de l'italien et de l'allemand.

Miriam Defensor Santiago (Philippines)

[Original : anglais]

Parcours professionnel

Docteur en droit, a obtenu des succès remarquables et exemplaires en matière d'initiative politique et de gestion administrative aux Philippines et en Asie. Apporte des solutions innovantes aux problèmes de bureaucratie nationale avec une capacité d'augmenter les recettes, de résoudre les conflits, de rehausser le moral et de dépasser systématiquement les objectifs fixés. Avocate de renom qui a excellé dans les branches exécutive, législative et judiciaire. A enseigné à l'université pendant près de 10 ans environ.

Initiative politique

A été désignée en 1996 par le site Web de la revue *Australian* « une des femmes les plus puissantes du monde ». A failli remporter les élections présidentielles de 1992 aux Philippines, dont l'issue a été très contestable. A été élue sénatrice en 1995 pour un mandat de six ans; a présidé la Commission sénatoriale chargée des amendements constitutionnels et de la modification des lois. A été élue sénatrice en 2004; a présidé la Commission des affaires étrangères; la Commission de l'énergie; une commission interparlementaire dite Power Commission; et a exercé un contrôle législatif sur le *Visiting Forces Agreement*. Membre de la Commission des désignations.

Gestion administrative

Lauréate du Magsaysay Award pour services rendus à l'État, 1988 – équivalent du prix Nobel en Asie – « en récompense au courage et à l'intégrité dont elle a fait preuve pour remettre de l'ordre dans un organisme gouvernemental gangrené par la corruption ». A en tant que membre de la Commission sur l'immigration combattu avec succès la corruption au cours d'une croisade spectaculaire qui a été mentionnée dans les médias internationaux. Gestionnaire n'ayant pas froid aux yeux, elle a remporté de gros succès dans la planification et l'exécution de la réforme administrative. En tant que juge de première instance, elle a remporté plusieurs prix pour son intégrité et son efficacité.

Marketing politique

En tant que Secrétaire à la réforme agraire (ayant rang de membre du Cabinet) elle a démontré qu'elle savait reconnaître la réforme agraire en tant que tendance du marché, en tirer profit et assumer des responsabilités en vue d'une planification stratégique. Excellente connaissance des techniques de marketing, y compris la recherche et la planification des activités et de la promotion publicitaire, afin de persuader les propriétaires fonciers d'accepter une réforme agraire.

Formation d'équipe

Chef d'équipe décisive, dotée d'une vaste expérience dans le domaine du recrutement et de l'embauche de personnel administratif, notamment de nouveaux diplômés qui souhaitent travailler dans l'exécutif, le législatif ou le judiciaire; du développement de talents et de la création de programmes efficaces de formation, notamment les stages d'été du Sénat.

Réputation universitaire

Figure sur la liste de l'ONU de 2000 des éminents experts très qualifiés en droit international. Auteur d'une trentaine de livres, surtout sur le droit. A enseigné à temps partiel le droit international, le droit constitutionnel et le droit substantiel pendant près de 10 ans à l'Université des Philippines.

Aptitude à la communication

Excellente communicatrice, notamment à la télévision, avec des dons remarquables de persuasion. A été adjugée par les médias Metro Manila vainqueur des élections des débats télévisés présidentiels de 1992. Tout à fait capable de nouer des rapports fructueux avec ses collègues, le public et le personnel à tous les niveaux. A écrit une chronique populaire dans un grand quotidien et ensuite dans le supplément d'un journal du dimanche.

Expérience professionnelle

2004-2010 Sénatrice, République des Philippines

Présidente de la Commission des affaires étrangères

Présidente de la Commission de contrôle législatif du « Visiting Forces Agreement »

Présidente de la Commission de l'énergie

Présidente d'une commission interparlementaire ad hoc dite « Power Commission »

Vice-Présidente de la Commission des finances

Membre de la Commission des désignations

1992 Associée principale, cabinet d'avocats Defensor Santiago

1991 Présidente et fondatrice du People's Reform Party

1990 Présidente et fondatrice du Mouvement for Responsible Public Service

1995-2001 Sénatrice, République des Philippines

Présidente de la Commission sénatoriale chargée des amendements constitutionnels et de la modification des lois

Membre de la Commission chargée des désignations

Membre du Tribunal électoral du Sénat

1994 A tenu la chronique « Gadfly » dans le journal *Today*

1992 Candidate aux élections présidentielles

1989 Secrétaire à la réforme agraire

1988-1989 Présidente du Comité exécutif du Conseil présidentiel de la réforme agraire

Membre du Conseil d'administration de :

Public Estates Authority

Philippine Retirement Authority

Ninoy Aquino International Airport Authority

Land Bank of the Philippines

- 1985-1988 A tenu la chronique « Overview » dans le supplément *Philippine Panorama*
- 1976-1988 Conférencière à la faculté de droit de l'Université des Philippines
- 1983-1987 A présidé en tant que juge la section 106 du Tribunal régional de première instance de Quezon
- 1981-1983 Consultante juridique à la faculté de droit de l'Université des Philippines
- 1982 Consultante juridique à l'ambassade des Philippines de Washington
- 1979-1980 Juriste au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Genève)
- 1970-1980 Assistante spéciale au Ministre de la justice
- 1977-1979 Membre du Conseil de la censure cinématographique
- 1972-1975 A tenu une chronique au *Philippines Daily Express*
- 1971-1974 Professeur de sciences politiques à Trinity College à Quezon

Formation

- 1976 Doctorat en sciences juridiques (bourses d'études Barbour et DeWitt) de l'Université du Michigan; a pris tous les cours en six mois (note obtenue : A)
- 1989 Docteur en droit *honoris causa* du Centro Escolar University
- 1989 Docteur en droit *honoris causa* de Xavier University, Ateneo de Cagayan de Oro
- 1989 Docteur ès lettres *honoris causa* de l'Université de San Agustin
- 1975 Maîtrise en droit (bourse DeWitt) de l'Université du Michigan, 1975 (note obtenue : A)
- 1996 Maîtrise en études théologiques, Maryhill School of Theology, Quezon
- 1969 Licence en droit, *cum laude* de l'Université des Philippines
- 1965 Licence ès lettres, *magna cum laude* de l'Université des Philippines, achevée en trois ans et demi au lieu de quatre ans, avec une moyenne de 1,1 le dernier semestre
- 1961 Major de promotion, Iloilo Provincial National High School, Médaille All-Around Girl
- 1957 Major de promotion, École élémentaire de La Paz

Études postdoctorales

- 2000 Visiting Fellow à Saint Hilda's College de l'Université d'Oxford
- 1999 Visiting Fellow du Lauterpacht Research Center for International Law de l'Université de Cambridge
- 1998 Programme d'été Paris-Genève en droit international, parrainé par l'Université américaine
- 1997 Cours d'été à la faculté de droit de l'Université d'Oxford, parrainé par l'Université de l'État de Floride
- 1996 Cours d'été destiné à des juristes à l'Université Harvard
- 1985 Diplômée de la California Judicial College de l'Université de Californie à Berkeley. A obtenu la plus haute note (33/35) lors de l'examen pratique en salle d'audience
- 1984 Fellow au séminaire de rédaction de documents juridiques et de gestion des dossiers dans les tribunaux de première instance à l'Institut d'administration judiciaire de Quezon. Meilleure candidate à l'examen de rédaction de documents juridiques
- 1978 Membre associé du Programme ONU/UNITAR en droit international à La Haye et à Bruxelles. Membre associé, Programme ONU/UNITAR en droit international à La Haye et à Bruxelles
- 1978 Fellow à la session du programme externe de l'Académie de droit international de La Haye, à Tokyo
- 1972 Membre associé de l'Academy of American and International Law de la Southwestern Legal Foundation de Dallas (Texas)

Exposés et conférences

Exposés

- « Un État démocratique et la gouvernance au XXI^e siècle : une opinion d'Asie de l'Est », deuxième Forum mondial Réinventer l'État à Brasilia (29 mai 2000)
- « Principes directeurs sur la présentation par les gouvernements de rapports concernant la mise en œuvre du Programme d'action mondial et les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs pour les années 2003 et 2008 », quarante-deuxième session de la Commission des stupéfiants à Vienne (17 mars 1999)
- « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », cinquante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York (12 novembre 1998)
- « Le droit philippin de la propriété intellectuelle, un examen à la lumière des accords du GATT », Conférence sur les opérations commerciales internationales, parrainée par l'Association du barreau indonésien à Djakarta (24 avril 1996)
- « Avocates d'affaires : relever les nouveaux défis politiques et économiques en Asie », Conférence de l'Association du barreau interpacifique (Groupe des avocates d'affaires) à Singapour (4 décembre 1995)

« Les déficiences de la protection internationale des réfugiés et des personnes déplacées, victimes de conflits », Congrès international sur le respect du droit humanitaire international à San Remo, Italie (7 septembre 1995)

« Vers un humanisme radical dans une société métatechnologique », Convention mondiale sur la restauration de la moralité et de l'humanité à l'Université Kyung Hee de Séoul (5 septembre 1995)

« Perspective asiatique: promotion du droit international des réfugiés en tant qu'élément de la prévention des conflits », dix-neuvième table ronde sur les problèmes actuels du droit international humanitaire à San Remo (Italie) (31 août 1994)

« What does the Law Say », Symposium on Equipping on Southeast Asian Women, Managers for the 90's, Kuala Lumpur (Malaisie) (6 mars 1991)

« Stratégies de prévention de la corruption dans les pays en développement », discours liminaire, quatrième Conférence internationale de lutte contre la corruption à Sydney (13 novembre 1989)

Conférences publiées

1. « The Status of IRRI as an International Organization in National and International Law », *Philippine Law Journal* (février 2005)
2. « Some Issues of Immigration Law in a Developing State », *Michigan Journal of International Law* (1989)
3. « CID: The Philippine Experiment in Fighting Graft », *Career Executive Journal* (1989)
4. « Family Reunification for Refugees: The Philippine Context », *Lawyers' Review*
5. « Arrest and Search: Guidelines for Policemen », *Criminal Justice Journal* (1986)
6. « The Supreme Court Applies "Clear and Present Danger": But Which One? », *Philippine Law Journal* (1985)
7. « Criminal Procedure in the Juvenile Justice System », *Criminal Justice Journal* (1984)
8. « The "New" Equal Protection », *Philippine Law Journal* (1983)
9. « Identifying the Political Offender », *Philippine Law Journal* (1981)
10. « Promotion, Dissemination, and Teaching of International Refugee Law: Towards a New International Social Order », *Philippine Law Journal* (coauteur) (1980)
11. « Humanitarian Law in Armed Conflicts », *Philippine Law Journal* (1979)
12. « Procedural Aspects of the Political Offence Doctrine », *Philippine Law Journal* (1976)
13. « The Archipelago Concept in the Law of the Sea », *Philippine Law Journal* (1974)

Conférences et programmes

Chef de délégation à la treizième réunion annuelle du Forum parlementaire de l'Asie-Pacifique à Ha Long (Viet Nam) (2005)

Représentante à la troisième session d'Assemblée consultative des parlementaires pour la Cour pénale internationale et l'état de droit à Wellington (2004)

Conférencière invitée à l'Institut chinois des affaires étrangères (2002)

A prononcé le discours liminaire à la Conférence sur l'administration publique à l'Université de Guam (1992)

Conférencière invitée à la Conférence de Williamsburg à Chiangmai (Thaïlande) (1990)

Invitée à participer au Programme de visites internationales à Washington et à Los Angeles (1989)

Invitée à participer au Programme de visites spéciales à Sydney et à Canberra (Australie) (1988)

Présidente de la treizième Table ronde sur les questions actuelles du droit international humanitaire à San Remo (Italie) (1988)

Représentante des Philippines à l'Assemblée générale d'INTERPOL à Nice (1987)

Secrétaire générale de la Conférence des femmes juges de l'ASEAN à Manille (1987)

Invitée à l'Université Stanford à Palo Alto (Californie) (1985)

Représentante des Philippines au premier séminaire-atelier international sur la gestion des délais de procédure par les tribunaux à Manille (1983)

Chef de la deuxième mission de bons offices des Philippines dans la province chinoise de Taiwan (1968)

Représentante des Philippines au premier séminaire des étudiants en droit d'Asie du Sud-Est et d'Australie à Singapour (1967)

Livres

(a écrit principalement une série de manuels scolaires : 1999-2003)

Droit

Civil Code Annotated

Constitution Annotated

Corporation Code Annotated

Election Code Annotated

Insurance Code Annotated

Local Government Code Annotated

National International Revenue Code Annotated

Penal Code Annotated

Rules of Court Annotated (2^e éd.)

Tariffs and Customs Code Annotated

Constitution Law, Volume 1 – Political Structure

Constitution Law, Volume 2 – Bill of Rights

The 1973 Constitution

International Law With Philippine Cases and Materials and ASEAN Instruments

International Law (coauteur)

Philosophie

History of Philosophy, The Great Philosophers

Political Philosophy, Theory and Issues in Politics

Philosophy of Religion, Western and Eastern Religions

Moral Philosophy, Theory and Issues and Ethics (en cours)

Politique

International Relations (2^e éd.)

Politics and Governance

Christianity vs. Corruption

At the Turn of the Century: National Policy Issues in the Philippines

Cutting Edge: The Politics of Reform in the Philippines

Where Angels Fear to Tread: Politics and Religion

How to Fight Electoral Fraud

How to Fight Graft

Littérature

Inventing Myself: an Autobiography

A Frabjous Day and Other Stories

The Miriam Dictionary

Distinctions décernées à titre professionnel

A. Internationales et nationales

« Les 100 femmes les plus puissantes du monde », site Web de *The Australian*, 1996

Magsaysay Award pour services rendus à l'État, 1988, Magsaysay Awards Foundation

TOYM award for law, 1985 (The Outstanding Young Men), ouvert aux femmes depuis 1984, Philippine Jaycees

TOWNS award for law, 1986 (The Outstanding Women in Nation's Service), Philippine Lions

Gold Vision Triangle Award pour services rendus à l'État, 1988, YMCA Philippines

Republic Anniversary Award for law enforcement, 1988, Assemblée civile des femmes des Philippines

Golden Jubilee Achievement Award (services publics), 1990, Guides des Philippines

Celebrity Mother Award, 1991, Gintong Ina Awards Foundation

B. Distinctions discernées par les universités

Diamond Award for excellence (profession juridique) (1993) de l'Université des Philippines Portia Sorority

Professional Award (droit) (1988) de l'Association des étudiants de l'Université des Philippines

Médaille d'honneur (1990, 1991 et 1993) décernée par le Cercle des avocates

Prix de la meilleure étudiante (1997) de l'Université des Philippines (Visayas)

Prix d'excellence (1995) décerné par l'Association nationale des étudiants du Lycée Iloilo

Prix de la meilleure étudiante (1991) de l'École élémentaire La Paz (Iloilo)

Award of Achievement (1988), Centro Escolar University, Graduate School Alumni Association

People's Service Award (1990), University of the East College of Law Student Government

Award of Commendation (1990), Université de Manille

Award of Achievement (1989) Angeles University Foundation

Brown Visiting Fellow Award (1988), Trinity College de Quezon

Outstanding Achievement Award (1990), Martinez Memorial Colleges

Award of Outstanding Recognition (1988), Iloilo National High School

C. Distinctions décernées par les églises

Award of Excellence in Public Service (1988), Conseil des églises évangéliques des Philippines

Award of Recognition for Public Service (1988), archevêques et évêques de l'Église catholique de Manille

Femme de l'année (1988), Association de l'enseignement catholique des Philippines

Prix Woman of Destiny (1991), Philippine Independent Church Zambales Diocesan Council

D. Distinctions de la fonction publique

Centennial Award for politics and legislation (1998), Commission nationale du centenaire

Award of Distinction (1999), Conseil présidentiel de la réforme agraire

Distinguished Achievement Award (1986), Commission nationale de la police

Leadership Award (1988), Autorités portuaires des Philippines

Award of Recognition for Best Agency Productivity (1988), Programme de l'amélioration de la productivité des organismes d'État

Outstanding Ilonggo Award for Good Government (1989), Gouvernement de la province d'Iloilo

E. Distinctions décernées par les associations civiques

Woman of Distinction Award (1988), Soroptimist International of Greater Manilla

Integrity of Profession Award (1988), Soptimist International of Quezon City

Award of Distinction (1988), Zonta International, Baguio City

Outstanding Public Servant Award (1989), Rotary International District 378, Quezon

Special Award for Outstanding Achievement (1990), Joint Rotary Clubs de Pasay

Award of Recognition (1988), Joint Rotary Clubs de la province de Tarlac

Outstanding Achievement Award (1994), Rotary Club de Cabanatuan

Award of Distinction (1989), Rotary Club de Roxas

Award of Honor (1988), Fédération des associations philippino-chinoises des Philippines

Outstanding Young Woman of Iloilo Award for law (1984), Ilang-Ilang Jaycees et le gouvernement de la province d'Iloilo

Golden Cross Achievement Award (1990), 10^e bataillon de l'équipe des anciens combattants de Peftok

Award of Distinction (1988), Guides des Philippines, Section d'Iloilo

Distinguished Public Service Award (1988), Association des citoyens du troisième âge du village de Baranguay

F. Distinctions décernées par les associations internationales

Award for International Cooperation (1989), U.S. Customs Service

Achievement Award (1991), Iloilo Association of Guam

Medal of Honor and Women of the Year Award (1989), Foundation of Phil-American Medical Society of New Jersey, Inc.

G. Distinctions décernées par les médias

News Personality of the Year Award (1988), ABS-CBN Broadcasting Corporation

Top Ten Newsmakers Award (1996), Bulong Pulungan sa Westin Philippine Plaza
Award of Recognition (1988), Community Publishers-Editors Association of the
Philippines
Award of Recognition (1988), Rizal Metro Manila Tri-Media Association, Inc.
Woman of the Year Award (2000), Sun-Star Iloilo
Public Service Award (1991), Pambasang Unyon ng Mamamahayag sa Medya

Christopher John Greenwood (Royaume-Uni)

[Original : anglais]

Titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit de l'Université de Cambridge

Professeur de droit international à la London School of Economics

Formation

Wellingborough School, Northamptonshire

Magdalene College, Université de Cambridge

Licencié ès lettres (droit), 1976, mention très bien

Licencié en droit (droit international), 1997, mention très bien

Chercheur, chaire Whewell de droit international

Maîtrise en droit, 1981

Expérience professionnelle

Chercheur au Magdalene College (Cambridge), de 1978 à 1996

Maître de conférences en droit à l'Université de Cambridge, de 1981 à 1996

Professeur de droit international à la London School of Economics depuis 1996

Pratique

Inscrit au barreau de Middle Temple (1978-1979), doyen (2003)

Membre actif du barreau anglais depuis 1985

Queen's Counsel, 1999

Spécialiste du droit international public

Nommé Compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (CMG) sur la Liste d'honneur de la Reine, juin 2002

Conseil devant la Cour internationale de Justice dans les affaires *Lybie c. Royaume-Uni (Incident aérien de Lockerbie)*, *C.I.J. Recueil 1992*, p. 3; *C.I.J. Recueil 1998*, p. 3; *Licéité de la menace de l'emploi d'armes nucléaires*, avis consultatif, *C.I.J. Recueil 1996*, p. 66 et 226; *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Royaume-Uni)*, *C.I.J. Recueil 1999* (en cours); *Congo c. Rwanda* (instance interrompue en 2000); *Congo c. Rwanda (n° 2)*, ordonnance portant mesures conservatoires, juillet 2002 (en cours); *Nicaragua c. Honduras* (en cours).

Conseil devant la Cour européenne des droits de l'homme dans les affaires *Bankovic et autres c. Belgique et autres* (Grande Chambre), 11 BHRC 435 (2001); *Kingsley c. Royaume-Uni* (Grande Chambre), 35 EHRR 177 (2002); *Azinas c. Chypre* (Grande Chambre, jugement en attente).

Conseil devant les tribunaux arbitraux internationaux CIRDI, la Commission d'indemnisation des Nations Unies, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et d'autres tribunaux internationaux. Témoin expert cité à comparaître par les États-Unis d'Amérique dans l'affaire *Loewen c. États-Unis d'Amérique*

(chap. 11 ALENA), décision en faveur des États-Unis d'Amérique rendue le 26 juin 2003 (www.naftalaw.org).

Conseil devant les juridictions britanniques : *R. v. Bow Street Magistrate*, ex parte *Pinochet* (n° 1) [2000] 1 AC 147, [1998] 3 WLR 1456 et (n° 3) [2000] 1 AC 147, [1999] 2 WLR 827 (Chambre des lords); *Holland v. Lampen-Wolfe* [2000] 1 WLR 1573 (Chambre des Lords) et [1999] 1 WLR 188 (Cour d'appel), *Kuwait Airways Corporation v. Iraqi Airways Co.* [1999] CLC 31; [2001] 1 WLR 429; [2001] 3 WLR 1117 (Cour d'appel) et [2002] 2 AC 883 (Chambre des Lords); *Re P* [1998] 1 Fam Law Reps 1027 (Haute Cour et Cour d'appel), *Lonrho Exports Ltd. v. Export Credits Guarantee Department* [1999] Ch 158 (Haute Cour), *Caglar v. Billingham* [1996] STC (SCD) 150 (Commissaires de l'impôt sur le revenu) et autres affaires.

Conseil devant d'autres juridictions : *Braswell v. Minister of Finance* (Cour d'appel des Bermudes, 2002); *Financial Services Commissioner* case (Cour suprême et Cour d'appel, Gibraltar, 2003).

Membre du tribunal d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage dans *Larsen c. Royaume d'Hawaï*, membre du Groupe d'arbitres constitué en application de la Convention sur le droit de la mer; membre du Groupe d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Témoin expert en droit international lors de procès et de procédures d'arbitrage au Canada, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis

Coordonnées

Essex Court Chambers, 24 Lincoln's Inn Fields, London WC2A 3EG
(téléphone : 020 7813 8000; télécopie : 020 7813 8080) c/o David Grief
Law Department, London School of Economics, Houghton Street,
London WC2A 2AE (téléphone : 020 7955 7250)

Fonctions antérieures

Chercheur au Magdalene College (Cambridge), de 1978 à 1996

Directeur d'études au Magdalene College, de 1981 à 1996

Tuteur au Magdalene College, de 1989 à 1996

Doyen au Magdalene College, de 1981 à 1987

Assistant à l'Université de Cambridge, de 1981 à 1996

Professeur invité dans divers établissements

Associations et commissions

Membre du comité de rédaction du *British Year Book of International Law*, du *Year Book of International Humanitarian Law* et du *Journal of Conflict and Security Law*, membre de la section britannique du Conseil de l'Association de droit international, membre de l'American Society of International Law depuis 1979, du British Institute of International and Comparative Law, de l'Institut international de droit humanitaire et de la Society of Public Teachers of Law.

Publications

Livres et brochures

The *International Law Reports*, vol.51-124, série en cours
Codirecteur de la publication avec E. Lauterpacht depuis le volume 82

Command and the Laws of Armed Conflict, 1993
Brochure publiée par le Strategic and Combat Studies Institute pour le Ministère de la défense

The Kuwait Crisis, Basis Documents, vol. I, 1991
Codirecteur de la publication

À paraître :

The Modern Law of Armed Conflict, Oxford University Press,
Oppenheim's International Law, vol. II, Longmans

Articles

1. « State Contracts in International Law », *British Year Book of International Law*, 1982
2. « The Relationship of *Ius ad Bellum* and *Ius in Bello* », *Review of International Studies*, 1983
3. « The Concept of War In Modern International Law », *International and Comparative Law Quarterly*, 1987
4. « International Law and the United States Air Opération against Libya », *West Virginia Law Review*, 1987
5. « Nationality and the Free Movement of Persons in Community Law », *Year Book of European Law*, 1987
6. « Reprisals and Reciprocity in the Modern Law of Armed Conflict » in M. Meyer (dir. publ.), *Armed Conflict and the New Law* (British Institute of International and Comparative Law), 1989
7. « The Nuclear Weapons Issue in European Courts », in M. Cohen et E. Gouin (dir. publ.), *Lawyers and the Nuclear Debate*, University of Ottawa Press, 1988
8. « Self-Defence and the Conduct of International Armed Conflict », in Y. Dinstein (dir. publ.), *International Law at a Time of Perplexity*, Kluwer Academic Publishers, 1989
9. « Twilight of the Law of Belligerent Reprisals », *Netherlands Year Book of International Law*, 1989
10. « Terrorism and Protocol I », *Israel Year Book of Human Rights*, 1989.
11. « The Administration of Occupied Territory in International Law », in E. Playfair (dir. publ.), *International Law and the Administration of Occupied Territories*, Oxford University Press, 1992
12. « Iraq's Invasion of Kuwait: Some Legal Issues », *World Today*, mars 1991, publié également en allemand dans le *Neue Zeitschrift für Wehrrecht*

13. « Military Manuals and the Development of International Humanitarian Law », in M. Bothe and T. Kurzidem (dir. publ.), *National Implementation of International Humanitarian Law*, Nijhoff, Dordrecht, 1990
14. « Decisions of British Courts on Public International Law in 1989 », *British Year Book of International Law*, 1989 [Cet article est essentiellement une critique du procès concernant le Conseil international de l'étain devant les tribunaux anglais]
15. « The Customary Law Status of the 19877 Additional Protocols », in A. Delissen and G. Tanja (dir. publ.), *Humanitarian Law of Armed Conflicts*, Martinus Nijhoff, Dordrecht, 1991
16. « In Defence of the Laws of War », in R. M. Hinde (dir. publ.), *The Institution of War*, Longmans, Londres, 1991
17. « Neutrality at Sea », in I. Dekker et H. Post (dir. publ.), *The Gulf War 1980-88*, Martinus Nijhoff, Dordrecht, 1991
18. « The New World Order or Old? The Invasion of Kuwait and the Rule of Law », *Modern Law Review*, 1992
19. « Is There a Right of Humanitarian Intervention? », *World Today*, février 1993, publié également en allemand dans *Europarchiv*
20. « The International Tribunal for the Former Yugoslavia », *International Affairs*, 1993
21. « The War Crimes Act 1991 », in H. Fox et M. Meyer (dir. publ.), *Effecting Compliance*, British Institute for International and Comparative Law, 1993
22. « Customary International Law and the First Geneva Protocol of 1997 in the Gulf Conflict », in P. Rowe (dir. publ.), *The Gulf War 1990-91 in International and English Law*, Routledge, Londres, 1993
23. Chapitres 1 et 2 de D. Fleck, *Handbuck des Humanitaren Volkerrechts in bewaffneten Konflikten*, 1994, publié en anglais sous le titre *The Handbook of Humanitarian Law in Armed Conflicts*, Oxford 1995
24. « Considerations of International Law » (avec Hugh Mercer), in B. Eichengreen et R. Portes (dir. publ.), *Crisis? What Crisis? Orderly Workouts for Sovereign Debtors*, 1995
25. « The United Nations as Guarantor of International Peace and Security 1945-95: A United Kingdom View », in C. Tomuschat (dir. publ.), *The United Nations at Age Fifty: A Legal Perspective*, 1996
26. « The International Court and the Use of Force », in A. V. Lowe et M. Fitzmaurice (dir. publ.), *Fifty Years of the International Court of Justice*, 1996
27. « International Humanitarian Law and the Tadic Case », *European Journal of International Law*, 1996
28. « Protection of Peacekeepers: The Legal Regime », *Duke Journal of International Law*, 1996

29. « The Advisory Opinion on Nuclear Weapons and the Contribution of the International Court to International Humanitarian Law », *International Review of the Red Cross*, 1997
30. « State Responsibility and Civil Liability for Environmental Damage caused by Military Operations », in Grunawalt, King and McClain, *Protection of the Environment during Armed Conflict*, 1997, US Naval War College Studies, vol. 69
31. « Current Issues in the Law of Armed Conflict », *Singapore Journal of International and Comparative Law*, 1997
32. « Jus ad bellum and Jus in bello in the Advisory Opinion on Nuclear Weapons », in Sands et Boisson de Chazournes, *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, Cambridge University Press, automne 1999
33. « A Critique of the Protocols » (concernant les Protocoles additionnels se rapportant aux Conventions de Genève, 1977), in Durham et McCormack (dir. publ.), *The Changing Face of Conflict and the Efficacy of International Law*, Kluwer, 1999
34. « The Development of International Humanitarian Law by the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia », *Year Book of United Nations Law*, 1998
35. « International Humanitarian Law and United Nations Military Operations », *Year Book of International Humanitarian Law*, 1998
36. « The Law of Weaponry at the Start of the New Millenium » in L.C. Green et M. Schmitt (dir. publ.), *Into the Millenium: The Law of Armed Conflict*, US Naval War College, 1999.
37. « Rights at the Frontier: Protecting the Individual in Time of War » in Rider (dir. publ.), *Law at the Centre*, 1999, conférence prononcée à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institute for Advanced Legal Studies.
38. Rapport sur le droit international humanitaire publié à la demande du Gouvernement néerlandais à l'occasion du centenaire de la première Conférence internationale de la paix, in F. Kalshoven (dir. publ.), *The Centennial of the First International Peace Conference*, Kluwer, 2000.
39. « International Law and the NATO Intervention in Kosovo », mémorandum adressé à la Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes dans 28-II, 1999-2000, reproduit dans ICLQ, 2000.
40. « Belligerent Reprisals in the Jurisprudence of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia » in Fischer, Kress et Luder (dir. publ.), *International and National Prosecution of Crimes under International Law*, Berlin, 2001.
41. « International Law and the Conduct of Military Operations: Stocktaking at the Start of a New Millenium » in Schmitt (dir. publ.), *International Law across the Spectrum of Conflict: Essays in Honour of Professor L.C. Green*, US Naval War College, 2001.

42. « International Law and the “War against Terrorism” », *International Affairs*, 2002.
43. « Humanitarian Intervention: The Case of Kosovo », *Finnish Year Book of International Law*, 2000.
44. « The Applicability of International Humanitarian Law and the Law of Neutrality to the Kosovo Campaign », *Israel Year Book of Human Rights*, 2001.
45. « Pre-emptive Force: Afghanistan and Iraq », *San Diego International Law Journal*, 2003.
46. « War, Terrorism and International Law » (à paraître dans *Current Legal Problems*, 2002-2003).
47. « The Use of Force against Iraq » (Actes de la Conférence sur le thème de la défense, organisée par le Royal Institute of International Affairs, 2003, CD-ROM).
48. « Questions of Jurisdiction: NATO, its Member States and the Kosovo Conflict » (à paraître), *Bristol University Comparative Law Conference Series*.
49. « Terrorism: The Proper Law and the Proper Forum » (à paraître dans *US Naval War College International Law Studies*, 2002).
50. « The Law of War » in M. Evans (dir. publ.), *International Law*, Oxford, 2003.

Études d'affaires et articles brefs

1. « Conspiracy to do the Impossible » (*DPP v. Nock*), *Cambridge Law Journal*, 1978.
2. « The US-France Air Services Arbitration », *Cambridge Law Journal*, 1979.
3. « Intention to Steal » (A-G's refs n^{os} 1 et 2, 1979), *Cambridge Law Journal*, 1980.
4. « The Iranian Hostages Case », *Cambridge Law Journal*, 1980.
5. « Causation and Credit Card Fraud » (*R. v. Lambie*), *Cambridge Law Journal*, 1981.
6. « An Englishman's Castle Revisited » (*McLorie v. Oxford*), *Cambridge Law Journal*, 1983.
7. « Free Movement of Workers in EEC Law and English Law », *New Law Journal*, 1983.
8. « Long Term Contracts between States and Foreign Companies », *Business Law Review*, 1983.
9. « Contracts with Foreign States: Sovereign Immunity and the Act of State Doctrine », *Business Law Review*, 1983.
10. « European Community Law in 1983 », *All England Annual Review*, 1983.
11. « Freedom to Provide Services in EEC Law: Two New Cases », *Business Law Review*, 1984.

12. « Procedural Problems of Litigation against a Foreign State », *Business Law Review*, 1985.
13. « European Community Law in 1984 », *All England Annual Review*, 1984.
14. « Public International Law in 1984 », *All England Annual Review*, 1984.
15. « International Law, Rules of Engagement and Air Warfare », *The Hawk* (revue du RAF Staff College), 1985.
16. « European Community Law in 1985 », *All England Annual Review*, 1985.
17. « European Community Law in 1986 », *All England Annual Review*, 1986.
18. « Constitutional Reform in the EEC » (*the Single European Act*), *Cambridge Law Journal*, 1987.
19. « Directives – Time to Retire » (Marshall v. Southampton Area Health Authority), *Cambridge Law Journal*, 1987.
20. « Public International Law in 1987 », *All England Annual Review*, 1987.
21. « European Community Law in 1988 », *All England Annual Review*, 1988.
22. « Public International Law in 1988 », *All England Annual Review*, 1988.
23. « The Royal Navy's Armilla Patrol », 1988, *Proceedings of the American Society of International Law*.
24. « European Community Law in 1989 », *All England Annual Review*, 1989.
25. « Put Not Your Trust in Princes – The Tin Council Appeals » (*JH Rayner v. DTI*), *Cambridge Law Journal*, 1990.
26. « The Tin Council Litigation in the House of Lords » (*JH Rayner v. DTI*), *Cambridge Law Journal*, 1990.
27. « European Community Law in 1990 », *All England Annual Review*, 1990.
28. « Is Britain at War in the Gulf », *Solicitors' Journal*, 1990-1.
29. « European Community Law in 1991 », *All England Annual Review*, 1991.
30. « Effect of Directives in National Law » (*Marleasing and Francovich*), *Cambridge Law Journal*, 1992.
31. « Recognition of States – Routine Acts » (the « Cyprus potatoes case » in the CJEC), *Cambridge Law Journal*, 1995 (avec A. V. Lowe).

Autres activités

Divers articles dans le *Times*, l'*Independent* et d'autres quotidiens britanniques, ainsi que dans *Strategic Comments* et *Strategic Survey* (publiés par l'Institut international d'études stratégiques).

Témoin expert dans l'émission consacrée à Kurt Waldheim par Channel 4 en 1988 (*Waldheim: A Case to Answer?*).

Quelque 200 interviews radiodiffusées et télévisées concernant le droit international, pour BBC World Service, BBC Radio, BBC Television, CNN, ITN, Channel 4 et d'autres chaînes. Une soixantaine de critiques d'ouvrages dans diverses revues.

Maurice Kamto (Cameroun)

[Original : français]

Né le 15 février 1954 à Bafoussam (Cameroun)

Licencié en droit public, faculté de droit, Université de Yaoundé, (1979)

Diplômé des hautes études internationales et d'études supérieures des communautés européennes, IHEI de Nice, (1980)

Diplômé d'études approfondies de droit public fondamental et diplômé d'études approfondies de droit international (faculté de droit de Nice, 1980)

Diplômé de l'Institut d'administration publique de Paris (1982)

Doctorat d'État en droit, faculté de droit de Nice (France, 1983)

Prix de thèse de la faculté de droit de Nice (1983)

Prix de l'Académie des sciences d'outre-mer (1988)

Agrégé des facultés françaises de droit (1988)

Avocat au barreau de Paris depuis 1997

Commandeur de l'ordre de la valeur (Niger)

Chevalier de l'ordre de la valeur (Cameroun)

Chevalier des palmes académiques (Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur)

Membre de la Commission de droit international des Nations Unies

Membre associé de l'Institut de droit international

Ministre-délégué auprès du Vice-Premier Ministre, Ministre de la justice, Garde des sceaux du Cameroun (depuis décembre 2004)

Professeur successivement aux Universités de Yaoundé, Ngadoundere et, depuis 1994, à l'Université de Yaoundé II

Professeur à l'Institut des relations internationales du Cameroun et à l'École nationale d'administration et de magistrature

Professeur associé aux Universités de Douala, de Dschang, à l'Université catholique d'Afrique centrale

Professeur invité aux Universités de Bordeaux I (France) 1990; de Limoges (France), 1991, 1992, 1993, 1994; de Nice (France), 1992; de Dakar (Sénégal), 1995; du Littoral (France), 1996; de Paris II Panthéon-Assas (1998)

Chercheur au Centre de recherche en droit international et en relations internationales de l'Académie (1991)

Professeur pour la session extérieure des cours de l'Académie de droit international tenue du 25 novembre au 6 décembre 1996 à Abidjan

Directeur de séminaire, Section de langue française à l'Académie de droit international de La Haye, pour la session des cours de juillet-août 1997

Professeur invité au cours d'été de l'Académie de droit international, section droit international public; cours dispensé : « La volonté de l'État en droit international ».

Membre du jury du concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun

Membre du jury du concours d'entrée à l'École nationale d'administration et de magistrature

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public et de science politique, sessions de novembre 1993 à Cotonou (Bénin) et de novembre 1995 à Lomé (Togo)

Fondateur et Directeur du Centre d'études, de recherche et de documentation en droit international et sur l'environnement, organisation non gouvernementale (1980)

Fondateur et responsable du Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire de l'Université de Yaoundé II (2000)

Fondateur et Codirecteur de la *Revue juridique africaine* (1988)

Codirecteur de la *Revue de législation et de jurisprudence camerounaises* (1989)

Fondateur et Directeur de la *Revue Lex Lata* (1994)

Fondateur de la *Revue africaine des sciences juridiques* (2000) et de la *Revue africaine d'études politiques et stratégiques* (2001) de l'Université de Yaoundé II

Membre et Premier Secrétaire du Comité national des droits de l'homme et des libertés du Cameroun

Membre du Conseil scientifique du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne, France)

Membre du Groupe d'experts du Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature de Bonn (Allemagne)

Membre du Comité de réseau « Droit de l'environnement » de l'Université des réseaux d'expression française, Paris (France)

Membre de la Commission droit de l'environnement de l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Membre de la Société française pour le droit international (France); de la Société française pour le droit de l'environnement (France); de l'Association Henri Capitant (France); de l'Association de droit international (ILA) (Grande-Bretagne); de la Commission internationale des juristes (Genève, Suisse); de l'Institut de droit d'expression et d'inspiration françaises (France); et de la Société africaine de droit international et comparé (Grande-Bretagne)

Membre de la Commission de droit international des Nations Unies depuis mai 1999 et premier Vice-Président de ladite commission en 2000

Rapporteur spécial de la CDI sur le sujet : « Expulsion des étrangers »

Membre associé de l'Institut de droit international depuis 2005

Activités devant la Cour internationale de Justice

Coagent, conseil et avocat du Cameroun devant la Cour internationale de Justice (CIJ) dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*

Conseil et avocat de la République du Niger devant la CIJ dans l'affaire de la *Frontière terrestre (République du Bénin c. République du Niger)*

Conseil de la Guinée (Conakry) dans l'affaire *Diallo (Guinée c. République démocratique du Congo)*

Activités devant d'autres juridictions internationales

Nommé coarbitre à la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris dans l'affaire : 1) *Ethiopia Amalgamated Ltd (Ethiopia)*, 2) *Allied International Marketing Corporation (USA) v. National Bank of Ethiopia (Ethiopia)*

Conseil et avocat du Cameroun dans l'affaire *Lafarge* devant les tribunaux camerounais et le Tribunal arbitral du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (États-Unis d'Amérique)

Désigné conseil de la société Scemar devant la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris en 1994 dans l'affaire *Scemar S.A.R.L. c. Dragages S.A.*

Membre de la Commission mixte Cameroun-Nigéria-Nations Unies pour la mise en œuvre de l'arrêt de la CIJ du 10 octobre 2002 dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*. À ce titre : chef de la délégation du Cameroun à la Sous-Commission des populations concernées; chef de la délégation du Cameroun dans le Groupe de travail sur la frontière maritime; membre de la Sous-Commission de la démarcation; membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité de la zone du lac Tchad; membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi

Consultant auprès de la Société d'investissement en 1986 dans l'affaire *État du Cameroun (SNI) c. Kloner*, soumise à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Expert de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour les aspects juridiques de la création de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications au Mali (1996), au Rwanda (1996), en Mauritanie (1997), au Burkina Faso (1997), en Guinée-Bissau (1998) et aux Comores (1998)

Expert dans le cadre du projet d'harmonisation du droit des affaires dans la zone franc, 1993

Consultant auprès de plusieurs organisations internationales dont l'Organisation africaine des télécommunications par satellite, Abidjan (Côte d'Ivoire), le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale pour l'agriculture, la Banque des États de l'Afrique centrale et la Banque mondiale

Membre et conseiller juridique de la délégation camerounaise à la Conférence diplomatique de Rome pour la création de la Cour pénale internationale (membre du Comité de rédaction de la conférence), juillet 1998; à la première session de la Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale (New York, du 16 au 26 février 1999); et à diverses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

Principales publications en droit international et comparé*

Ouvrages

La volonté de l'État en droit international, R.C.A.D.I; T. 310, 2004

Droit de l'environnement en Afrique, EDICEF, Paris, 1996

L'OUA : rétrospective et perspectives africaines, Paris, Economica, 1990 (en collaboration)

Pouvoir et droit en Afrique noire, essai sur les fondements de constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1987

Articles

« La Communauté économique des États de l'Afrique centrale, une communauté de plus? », *Annuaire français de droit international*, Paris, vol. XXXI, n° 2, 1987

« Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne. Quelques réflexions », *Afrique et développement*, Addis-Abeba, vol. XII, n° 2, 1987

« L'accession de la Namibie à l'indépendance », *Revue générale de droit international public*, Paris, juillet-septembre 1990

« Le territoire du Cameroun et le droit international », rapport au quarantième Congrès de l'Association Henri Capitant, 12-16 février 1990, in *La maîtrise des sols*, travaux de l'Association Henri Capitant, Economica, Paris, 1991

« Les tentatives de règlement non juridictionnel du différend territorial tchadolibyen à propos de la bande d'Aouzou », *Revue juridique et politique – indépendance et coopération*, 1991

« Le droit international des ressources en eaux continentales africaines », *Annuaire français de droit international*, Paris, 1991

« Les communautés européennes et les sanctions internationales », rapport de recherche au Centre de recherche en droit international de l'Académie du droit international de La Haye, session été 1991, paru à la *Revue africaine de droit international et comparé*, Londres, tome 7, n° 3

« Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits : l'esquisse d'un nouvel instrument régional pour la paix et la sécurité en Afrique », in *Arrangements régionaux et sécurité collective, actes du colloque de Nice*, vol. XV, n° 2, 1996

* Ne figurent pas dans cette bibliographie nos travaux en droit interne : droit administratif, droit constitutionnel et droit national de l'environnement.

- « L'ONU et l'assistance électorale », communication au colloque de la Société africaine de droit international et comparé, Londres, 1996
- « Pauvreté et souveraineté dans l'ordre international contemporain », in *Mélanges en l'honneur du Doyen Paul Isoart*, Paris, Pedone, 1996
- « Les actes de l'Organisation », communication au colloque organisé du 23 au 25 novembre 1994 par l'Académie de droit international de La Haye, actes parus aux éditions Martinus Nijhoff, Dordrecht/Boston/ Londres, 1995
- « Les cours de justice des organisations africaines d'intégration économique », communication au colloque de la SADIC du Caire, 1996
- « Le contentieux de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal », septembre 1997, n° 3
- « Droit au développement des États? Retour sur le droit au développement au plan international », *Revue universelle des droits de l'Homme*
- « Le matériau cartographique dans les contentieux frontaliers et territoriaux internationaux », in *Liber Amicarium Mohammed Bedjaoui*, Londres, 1998
- « Le choix des sujets pour le développement progressif et la codification du droit international par la CDI et ses méthodes de travail », communication au colloque des Nations Unies à l'occasion du cinquantième anniversaire de la CDI, New York, 27-28 novembre 1997
- « Le colloque des Nations Unies sur la codification et le développement progressif du droit international », 1997
- « L'intitulé d'une affaire portée devant la CIJ », 2002
- « Les origines de la déclaration universelle des droits de l'homme », rapport de séance au colloque international sur le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme de la France, Paris, septembre 1998
- « Responsabilité pénale de l'État et responsabilité pénale de l'individu », communication au Colloque organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, par le Réseau Vittoria, Université de Sceaux, faculté de droit Jean Monnet, décembre 1998
- « L'application des contre-mesures dans le temps », in *Droit de la responsabilité de l'État*, à paraître aux éditions A. Pedone
- « Mondialisation et droit », *Revue hellénique du droit international*, 2002
- « Charte africaine, instruments internationaux de protection des droits de l'homme. Constitutions nationales : articulations respectives », in *Instruments internationaux de protection des droits de l'homme et droits nationaux* (sous la direction du professeur Jean-François Flauss), Bruxelles, Bruylant, 2004
- « The compatibility of the OHADA treaty with the substantive rules for regional organizations of the World Trade Organization », rapport régional pour l'Afrique à l'Association de droit international, 2001
- « Commentaire de l'article 9 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités », in *La Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités. Commentaire*

article par article (sous la direction d'O. Corten et de P. Klein), Bruxelles, Bruylant, 2007

« La nationalité du navire en droit international », in *Mélanges Jean-Pierre Queneudec et Laurent Lucchini*, Paris, A. Pedone, 2004

« Une troublante "immunité totale" du Ministre des affaires étrangères », janvier 2003

« Les interactions de la jurisprudence internationale et des jurisprudences nationales », communication au colloque de la Société française pour le droit international de Lille (11-13 septembre 2002), *La juridictionnalisation du droit international*, Paris, A. Pedone, 2003

« Regard sur la jurisprudence du Tribunal international du droit de la mer », RGDIP, 2005, n° 4

« Valeur humaine et construction d'un ordre public international »; *Mélanges Abdelfatah Amor*, 2006

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : entre fétichisme idéologique et glissements juridiques », octobre 2005, à paraître dans les *Mélanges Edmond Jouve*

« Le rôle des "accords et arrangements régionaux" en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales à la lumière de la Charte des Nations Unies et de la pratique internationale », RGDIP, 2007

« Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en œuvre », *Revue juridique de l'environnement (RJE)*, France, 1991, n° 4

« Fleuves et lacs internationaux africains et problèmes écologiques : aperçu des problèmes juridiques », communication au colloque international sur le thème « Quels fleuves pour demain? », organisé par le Ministère français de l'environnement et le CNRS à la faculté de droit de Poitiers, du 23 au 26 septembre 1991, parue dans *Environnement Poli anda Law*, Bonn (Allemagne), vol. 21, n° 5 et 6, 1991

« Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », France, n° 4, octobre-novembre 1992

« La désertification : aperçu écologique et esquisse pour une convention sur les zones désertiques, arides, semi-arides et sèches humides » in *Droit de l'environnement et développement durable* (sous la direction de M. Prieur et S. Doumbé-Billé), Presses universitaires de Limoges, 1994

« Les forêts, patrimoine commun de l'humanité et droit international », rapport introductif général au colloque de Limoges des 7 et 8 novembre 1994 sur *Droit, forêts et développement durable*, actes parus aux éditions Bruylant, Bruxelles, 1996

« Singularité du droit international de l'environnement » in *Les hommes et l'environnement en hommage à Alexandre-Charles Kiss*, Paris Frison-Roche, 1997

« Esquisse d'une "doctrine" du patrimoine national d'intérêt écologique mondial », communication au colloque sur le patrimoine en droit de l'environnement, organisé par l'Association « Les thermes de Riom », Riom (France), septembre 1998

« La mise en œuvre du droit international de l'environnement », rapport introductif général au colloque sur « La mise en œuvre du droit international de l'environnement au plan national », journées scientifiques du « Réseau droit de l'environnement » de l'Agence universitaire de la Francophonie, Yaoundé, mars 2001, Presses universitaires de Limoges, 2003

« Les États africains riverains de l'Atlantique et la protection des tortues marines », communication au colloque de Bucarest du Comité du « Réseau droit de l'environnement » de l'Agence universitaire de la Francophonie, septembre 2002, *Revue roumaine du droit de l'environnement*, n° 1, 2002

« L'espèce protégée en droit international de l'environnement », *Mélanges Michel Prieur*, 2008

« Le statut juridique des traités signés entre les représentants des puissances coloniales et les monarques indigènes africains en droit international »; *Mélanges Jean Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007

« Les moyens de preuve devant la Cour internationale de Justice à la lumière de quelques affaires récentes portées devant elle », exposé présenté au colloque organisé par la CIJ les 10 et 11 avril 2006 à La Haye à l'occasion du soixantième anniversaire de la Cour, *German Yearbook of International Law*, 2007

Rafael Nieto-Navia

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : le 5 février 1938 à Bogota. Marié, quatre enfants

Juge de la Chambre d'appel des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (17 novembre 1997-16 novembre 2001) et juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (3 décembre 2001-5 décembre 2003)

Membre et Président du Tribunal international argentino-chilien d'arbitrage pour le tracé de la frontière entre la borne 62 et le mont Fitz-Roy (1991-1995)

Juge (1982-1994) et Président (1987-1989 et 1993-1994) de la Cour interaméricaine des droits de l'homme

Membre du Groupe national colombien de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye (depuis 1988)

Juge de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice de Colombie (1980-1984)

Membre de la Commission consultative des relations étrangères (1982-1986)

Formation universitaire

Université Javeriana (Bogota) : docteur en sciences juridiques et économiques (1962)

Université des Andes (Bogota) (sessions à l'étranger de l'Académie de droit international de La Haye) (1969)

Université Javeriana (Bogota) : droit des affaires (1971)

Université de Buenos Aires (sessions à l'étranger de l'Académie de droit international de La Haye) (1972)

Fundação Getulio Vargas (Rio de Janeiro) (Organisation des États américains, Commission juridique interaméricaine), droit international (1974)

Expérience universitaire

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Javeriana (1962-1997)

A été conférencier dans divers établissements : Université Santo Tomás (Bogota) (1966); Institut de droit international et de diplomatie de l'Université Jorge Tadeo Lozano (Bogota) (1974-1976); Universidad del Rosario (Bogota) (cours de droit international de troisième cycle) (1975); Université Nueva Granada (Bogota) (1979-1981); Universidad Sergio Arboleda (Bogota) (1986-1990); faculté des sciences politiques de l'Université Javeriana (Bogota) (1985-1991)

Autres fonctions académiques

Conférencier sur le droit des affaires au Colegio de Estudios Superiores de Administración (Bogota) (1977-1997)

Conférencier ou orateur invité dans diverses institutions : Centre d'études colombiennes (Bogota), Institut diplomatique du Ministère des relations extérieures de Colombie (Bogota), École supérieure militaire de Colombie, Aspen Institute for Humanistic Studies (États-Unis d'Amérique), Institut interaméricain des droits de l'homme (San José), cours OEA-CIJ de droit international (Rio de Janeiro), Institut international des droits de l'homme René Cassin (Strasbourg), Université nationale de Córdoba (Argentine), Université du Texas (Tyler), Université Lomas de Zamora (Buenos Aires), Conseil de l'Europe (Strasbourg), Instituto colombiano de Administración (Bogota), Universidad Ibero-Americana (Mexico), Université pontificale de Salamanque (Espagne), Universidad Externado de Colombia (Bogota), Institut du droit public international et des relations internationales (Thessalonique) et Institut de droit international humanitaire (San Remo)

Associations

Institut de droit international

American Society of International Law

Centro de Estudios Colombianos

Colegio de Abogados Javerianos (membre honoraire)

Institut hispano-luso-américain de droit international

Academia de Historia de Bogotá (membre permanent)

Asociación Argentina de Derecho Internacional

Décorations

Ordre de Saint-Sylvestre (Saint-Siège) (Commandant)

Ordre de San Carlos (Ministère des affaires étrangères) (Grand-Croix)

Ordre de Francisco Miranda (République bolivarienne du Venezuela) (première classe)

Autres fonctions

Membre de la Commission gouvernementale colombienne qui a préparé le quatrième Congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (1962)

Membre de la Première Sous-Commission pour l'étude des problèmes concordataires de la Conférence épiscopale de Colombie (1972-1973)

Représentant de la Colombie au deuxième Congrès latino-américain de l'épargne (Guatemala, 1966)

Directeur de la section de politique internationale (1968-1971) et Codirecteur de la section de politique (1971-1982) de la *Revista Javeriana* (Bogota)

Par décret 1757 du 16 juillet 1984 du Gouvernement colombien, membre de la Commission des affaires juridiques et constitutionnelles, qui a rédigé un projet de réforme de la Constitution (1984-1985)

Ex-Président du Centre d'études colombiennes et Directeur de la *Revista CEC* (1982-1984)

Membre du Conseil consultatif du Centre interaméricain d'instruction et de promotion électorales (San José) depuis 1984 et de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José) de 1983 à 1995

Vice-Président de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (San José) (mai 1992-juin 1994)

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la neuvième Conférence des gouvernements au sommet des pays non alignés (1989)

Représentant de la Colombie en tant qu'Ambassadeur extraordinaire à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) ainsi qu'au Conseil de sécurité (1989)

Membre de la Cour interaméricaine représentant la Colombie à l'Organisation des États américains lors de ses sessions ordinaires de 1985 à 1994

Membre du Comité d'honneur pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Institut international des droits de l'homme

Auteur d'articles de fond pour le journal colombien *El Siglo* (1975-1997)

Membre du Conseil d'administration de « The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence » (Oceana)

Publications

« La Doctrina de Monroe », *Presencia Histórica* (thèse), Bogota (1962)

« El Pensamiento Político del Libertador » (dir. publ.), Bogota (1983)

« Introducción al Sistema Interamericano de Protección a los Derechos Humanos », Instituto Interamericano de Derechos Humanos, Temis, éd., San José – Bogota (2^e éd., 1993)

« El bien común », publié par l'Institut Juan Pablo II, Bogota (1989)

« Derecho Internacional Público – Lecturas (sélection de Rafael Nieto-Navia) », Pontificia Universidad Javeriana, Bogota (1990)

« La Corte Interamericana de Derechos Humanos: su Jurisprudencia como Mecanismo de Avance en la Protección de los Derechos humanos y sus Limitaciones », IIDH, Serie para ONG. n° 2, San José (1991)

« Estudios sobre Derecho Internacional Público », Universidad Javeriana, Bogota (1993)

« La Corte y el Sistema Interamericano de Derechos Humanos » (dir. publ.), Cour interaméricaine des droits de l'homme (San José, 1994)

Autres publications

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos sobre la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados » dans : *Derechos Humanos en las Américas, Libro Homenaje a la Memoria de Carlos A. Dunshee de Abranches*, Organisation des États américains (dir. publ.), Washington, 1985

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans : *XI Curso de Derecho Internacional* (OEA-CIJ, Washington, 1984)

« La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans : *Revista IIDH n° 1*, San José (janvier-juin 1985)

« El Golfo y San Andrés » dans : *Revista Credencial*, (Bogota, novembre 1987)

« Comentarios al Discurso del Papa en la Casa de Nariño » dans : *Hacia la Civilización del Amor*, Instituto de Estudios Sociales Juan Pablo II y Centro de Estudios Colombianos (dir. publ.), Bogota, 1987

« La Constitución colombiana y los Tratados internacionales » dans : *OEA, Anuario Jurídico Interamericano*, 1985

« La Subjetividad internacional de la Iglesia Católica a la luz del Derecho internacional Vigente » dans : *Matrimonio, Educación y Paz en Colombia, Secretariado Permanente del Episcopado Colombiano Sección de Universidades*, Editorial Andes, Bogota (1988)

« Derechos Humanos ... pero también deberes » dans : *Ciencia Política n° 11*, Bogota (deuxième trimestre 1988)

« La Democracia como marco del sistema interamericano de Derechos humanos » dans : *Revista IIDH*, numéro spécial, San José (mai 1989)

« Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans : *La Convención Interamericana de Derechos Humanos*, Cuadernos de la Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, deuxième série n° 9 (Montevideo 1989)

« Los intrínquilis de la Constituyente » dans : *Revista Credencial*, Bogota, novembre 1990

« La actualidad de intermediación en el Negocio de Seguros » dans : *Fasecolda, Memorias de la segunda Convención Nacional de Seguros*, Cartagena (Bogota, 1989) (3 au 5 octobre 1990)

« Democracia y Derechos humanos » dans : *Papel Político n° 11*, (Bogota, décembre 1990)

« Los Títulos Valores según el Derecho incorporado y la Ley de Circulación » dans : *Bolsa de Bogotá* (dir. publ.), Títulos Valor (juin 1991)

« Democracia y Bien Común como marco para los Derechos humanos » dans : *Revista IIDH, n° 12*, San José (juillet-novembre 1990)

« Derechos humanos en la Constitución colombiana de 1991 » dans : *Constitución y libertad*, (DHIAC, Mexico 1991)

« Concordato y Constitución » dans : *Revista Futuro Colombiano n° 28* (Bogota, avril-juin 1993)

« Los Casos contra Honduras en la Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans : n° 84/86 *Boletim da Sociedade Brasileira de Direito Internacional* (Brasília)

« Comentarios sobre las Libertades y algunos Derechos Humanos contemplados en la nueva Constitución Colombiana » dans : Juan Carlos Castro Lorie (dir. publ.), *Homenaje al Profesor Eduardo Ortiz Ortiz* (Colegio Santo Tomás de Aquino, Universidad Autónoma de Centroamérica, San José, 1994)

« La Corte Interamericana de Derechos Humanos » dans : Rodolfo Cerdas Cruz y Rafael Nieto Loaiza (dir. publ.), *Estudios Básicos de Derechos Humanos I*, IIDH-Commission de l'Union européenne (San José, 1994)

« Las Medidas Provisionales en la Corte Interamericana de Derechos Humanos: Teoría y Praxis » dans : R. Nieto (dir. publ.) *La Corte y el Sistema Interamericano de Derechos Humanos* (San José, 1994)

« Prologue » dans : Mario Alejandro Quintero y Federico Andrés Torres (dir. publ.), *Colombia y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos*, Universidad Externado de Colombia-Cipe (Bogotá 1994)

« La Función Judicial Internacional » dans : *Revista IDH n° 19* (San José, janvier-juin 1994)

« The Inter-American Court of Human Rights » dans : *Thesaurus Acroasium*, vol. XXVI, Institut du droit public international et des relations internationales de Thessalonique, publications Sakkoulas (1994)

« Aplicación por la Corte Interamericana de Derechos Humanos de las Normas de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados sobre Interpretación en Diversos Idiomas » dans : *The Modern World of Human Rights, Essays in Honour of Thomas Buergenthal* (IIDH, San José, 1996)

« Un problema puntual de la Constitución colombiana: Los Derechos a la Igualdad y a la Propiedad y la Expropiación sin Indemnización » dans : Amicorum Liber Héctor Gros Espiell, *Personne humaine et droit international*, vol. I (Bruylant, Bruxelles, 1997)

« Jurisprudencia en Materia de Delimitación Marítima », dans : *Liber Amicorum In Memoriam of Judge José María Ruda* (Kluwer, Pays-Bas, 2000)

(En collaboration avec Barbara Roche) « The Ambit of Powers Under Article 25 of the Statute of the ICTY: Three Issues of recent interest » dans : R. May *et al.*, *Essays on ICTY Procedure and Evidence in Honour of Gabrielle Kirk McDonald* (Kluwer, Royaume-Uni, 2001)

Préface au *Libro Derecho Internacional Público Contemporáneo* de Juan José Quintana (Bogotá, 2001)

« Comentarios a los Tribunales Internacionales para Ruanda y la antigua Yugoslavia », *13 Revista de Derecho Publico*, Ediciones Uniandes, Bogotá (décembre 2001)

« International Peremptory Norms (*jus cogens*) and International Humanitarian Law » dans : L. C. Vohrah *et al.* (dir. publ.) *Man's Inhumanity to Man, essays in Honor of Judge Antonio Cassese* (Kluwer, Pays-Bas, 2003)

Observations préliminaires sur la création et le fonctionnement des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda dans : Estudios de Derecho Internacional dans : « Homenaje al professor Ernesto J. Rey Caro » (Drnas-Lerner Editors, Buenos Aires, 2002)

« Introductory Note to the Jurisprudence of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia from July 1999 to December 2001 » dans : The Global Community, *Yearbook of International Law and Jurisprudence* (Oceana, New York, 2002)

« Introductory Note to the Jurisprudence of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia for the year 2002 » dans : *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (Oceana, New York, 2003)

« Orbita Geostacionaria, la Ilusión Perdida » dans : *n° 70 La Tadeo, Relaciones Internacionales, entre lo global y lo local* (Bogota, juillet-décembre 2004)

« La OEA y su efectividad en las relaciones interamericanas » dans : José Ramiro Velásquez Jiménez (dir. publ.), *Charlas Americanas, 500 años después*, Ediciones El American (2^e éd., Bogota, 2004)

« Instituciones Interamericanas » dans : José Ramiro Velásquez Jiménez (dir. publ.), *Charlas Americanas, 500 años después*, Ediciones El Americano (2^e éd., Bogota, 2004)

« Introductory Note to the Jurisprudence of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia for the year 2003 » dans : *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (Oceana, New York, 2004)

« Introductory Note to the Jurisprudence of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia for the year 2004 » dans : *The Global Community, Yearbook of International Law and Jurisprudence* (Oceana, New York, 2005)

« Aspectos internacionales de la demanda contra la despenalización del aborto » dans : *Universidad de la Sabana, 9 persona y Bioética, n° 1*

« Aspectos internacionales de la protección al derecho a la vida: Exigencias del bloque de constitucionalidad » dans : Ilva Myriam Hoyos (dir. publ.), *la Constitucionalización de las Falacias* (Temis, Bogota, 2005)

« Prologue » dans : *Cuerpo de Generales y Almirantes en retiro de las Fuerzas Militares y Acore*, Bajo e fuego de las presiones (Bogota, avril 2006)

**Monographies publiées dans *Revista Universitas*
[faculté de droit de l'Université Javeriana (Bogota)]**

« Población y Territorio de Colombia en Comparación con los demás Países del Mundo », n° 17 (décembre 1959)

« Evaluación de la Alianza para el Progreso », n° 22 (juillet 1962)

« De la socialización en la Alianza para el Progreso y otras Observaciones », n° 24 (juin 1963)

« Observaciones sobre el Problema Chino-soviético », n° 25 (novembre 1963)

« El Reconocimiento de los Gobiernos de Hecho », n° 27 (novembre 1964)

- « Del Derecho Internacional Aéreo al Ultraaéreo », n° 31 (novembre 1966)
- « La Concepción soviética del Derecho internacional », n° 33 (novembre 1967)
- « Acuerdo de Integración Subregional del Grupo Andino, su Caracterización y algunos Aspectos jurídicos y estructurales », n° 38 (juin 1970)
- « De la Nulidad de los Tratados por Violación del Derecho Interno de los Estados en la Convención de Viena de 1969 », n° 43 (novembre 1972)
- « Las Reservas a los Tratados Multilaterales en la Convención de Viena de 1969 », n° 46 (juin 1974)
- « La Subjetividad internacional de la Iglesia Católica », n° 49 (novembre 1975)
- « El Derecho Imperativo (Jus Cogens) a la Luz de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados de 1969 », n° 52 (juin 1977)
- « Apuntes para un Estudio sobre “El Libro Blanco de Nicaragua sobre el Archipiélago de San Andrés y Providencia” », n° 61 (décembre 1981)
- « Análisis histórico, jurídico y político del Conflicto de las Malvinas », n° 63 (novembre 1982)
- « El Sistema Interamericano de Derechos Humanos », n° 65 (novembre 1983)
- « La Política Internacional Colombiana », n° 66 (mai 1984)
- « La Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos », n° 67 (novembre 1984) *Revista IIDH*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, n° 1 (janvier-juin 1985)
- « ¿Soberanía en la Orbita Geoestacionaria? Una Propuesta alternativa », n° 69 (novembre 1985).
- « La Constitución Colombiana y los Tratados internacionales », n° 71 (novembre 1986).
- « La Ley, la Justicia y la Guerra en Santo Tomás de Aquino », n° 73 (novembre 1987)
- « Realidad de los Derechos humanos en América Latina », n° 75 (novembre 1988)
- « Derecho Natural y de Gentes en la Escolástica Tardía Española », n° 78 (juin 1990)
- « Democracia, Elecciones y Derechos Humanos », n° 81 (novembre 1991) dans : *Constitución y Libertad* (DHIAC, Mexico, 1991) et dans *VI Boletín Electoral Latinoamericano*, IIDH-CAPEL (juillet-décembre 1991)
- « Teólogos y Filósofos Salmantinos y los Derechos Humanos de los Naturales », n° 82 (juin 1992) (*Revista IIDH*, San José, n° 15, janvier-juin 1992)
- « Aplicación por la Corte Interamericana de Derechos Humanos de las Normas de la Convención de Viena sobre el Derecho de los Tratados relativas a la interpretación de Convenios en diversos Idiomas », n° 88 (juin 1995)
- « Los Estados de Excepción y la Constitución Colombiana de 1991 », n° 91 (décembre 1996).

Monographies publiées dans Revista Javeriana (Bogota)

- « La Doctrina de Monroe », n° 269 (octobre 1960)
- « Kennedy, Derrota del Prejuicio », n° 271 (février 1961)
- « La “Nueva Frontera” de Kennedy », n° 272 (mars 1961)
- « De la Buena Vecindad a la Alianza para el Progreso », n° 277 (août 1961)
- « Castro y el inconformismo », n° 278 (septembre 1960)
- « La reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores », n° 282 (novembre 1962)
- « Primer año de la Alianza para el Progreso », n° 284 (mai 1962)
- « IX Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores », n° 307 (août 1964)
- « Nuevos Derroteros de la Alianza para el Progreso », n° 302 (mai 1962)
- « Las Explosiones Francesas », n° 327 (août 1966)
- « La Declaración de Bogota », n° 329 (octobre 1966)
- « Nixon ¿Confrontación o negociación? », n° 351 (janvier-février 1969)
- « El Status jurídico de los Territorios insulares de San Andrés y Providencia », n° 356 (juillet 1969)
- « Hacia la Solución del Problema Político Europeo », n° 362 (mars 1970)
- « El conflicto de los Monjes », n° 366 (juillet 1970)
- « La Plataforma continental submarina », n° 368 (septembre 1970)
- « Pacto Andino y Mercado de Capitales Extranjeros », n° 372 (mars 1971)
- « El Congreso Comunista Mundial », n° 374 (mai 1971)
- « El Acercamiento Nixon-Mao », n° 378 (septembre 1971)
- « La Organización de Estados Americanos », n° 397 (août 1973)
- « El Encuentro Nixon-Brezhnev », n° 397 (août 1973)
- « La Subjetividad Internacional de la Iglesia Católica », n° 398 (septembre 1973)
- « Los Derechos Colombianos en el Canal de Panamá », n° 441 (février 1978)
- « El Bien común en la doctrina social católica », n° 544 (mai 1988)
- « Reflexiones sobre la Reforma Institucional », n° 564 (mai 1990)

Conférences publiées dans la Revista del Centro de Estudios Colombianos (Bogota)

- « ¿Has fracasado el Acuerdo de Cartagena? », n° 13 (juin 1997)
- « La Inversión Extranjera y la Colombianización », n° 15 (avril 1978)
- « Problemas intencionales de Colombia en la actualidad », n° 25 (mars-avril 1980)
- « Análisis jurídico del Conflicto de las Malvinas », n° 36 (juin 1982)

« Relaciones internacionales: Colombia-Venezuela-Nicaragua », n° 33 (septembre 1981)

« El Conflicto Centroamericano », n° 39 (décembre 1984)

« Reformas concretas a la Constitución Nacional (Propuesta) », n° 53 (novembre 1990)

Connaissances linguistiques

Espagnol, anglais, français (bonne lecture et compréhension et assez bonne rédaction)

Abdulqawi Ahmed Yusuf (Somalie)

[Original : anglais]

Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice

Membre de l'Institut de droit international

Fondateur et rédacteur en chef de l'*Annuaire africain de droit international*

Membre fondateur et Président du Comité exécutif de la Fondation africaine pour le droit international

Auteur et coauteur d'un certain nombre de livres et de nombreux articles traitant de divers aspects du droit international

Formation universitaire

Docteur ès sciences politiques (droit international), Institut de hautes études internationales et de développement, Université de Genève (1980)

Lauréat en jurisprudence (doctorat en droit), faculté de droit, Université nationale de Somalie (1973)

Certificat, Centre d'études et de recherche en droit international, Académie de droit international de La Haye (1974)

Études de troisième cycle en droit international et en relations internationales, Université de Florence (Italie) (de 1976 à 1977)

Langues

Anglais (courant), français (courant), italien (courant), arabe (bonnes connaissances) et somali (langue maternelle).

Expérience auprès des organismes intergouvernementaux

Organisation des Nations Unies

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice (dans l'affaire relative à certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (*Djibouti c. France*))

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Conseiller juridique et Directeur de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques (de mars 2001 jusqu'à ce jour)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Sous-Directeur général et Conseiller spécial pour l'Afrique (de mars 1998 à février 2001)

Administrateur délégué par intérim de la Division des programmes et de la coopération technique (d'août 1997 à mars 1998)

Conseiller juridique et Directeur des services juridiques (d'août 1994 à mars 1998)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Représentant et Chef du Bureau de New York de la CNUCED (juillet 1992 à juillet 1994)

Attaché de liaison (hors classe), Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (1992 à 1994)

Chef de la Section des politiques juridiques, Programme de technologie, Genève (juillet à juin 1992)

Juriste, Division de la technologie, Genève (décembre 1981 à juin 1988)

Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (Namibie)

Attaché de liaison au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général et Conseiller du commandant des forces de maintien de la paix des Nations Unies (mai à juin 1989)

Directeur régional adjoint et responsable de la surveillance du processus électoral (Ovambo, Namibie) (août à décembre 1989)

Fonctions académiques

Chargé de cours en droit international, faculté de droit de l'Université nationale de Somalie (de 1974 à 1980) et Président du Département de droit public (de 1976 à 1978)

Chargé de l'enseignement du droit public et du droit international à la faculté de droit

Assistance consultative au Gouvernement sur des questions juridiques internationales

Membre de divers organes consultatifs gouvernementaux traitant des questions législatives

Chargé de la supervision du personnel et de la gestion des ressources du Département

Maître de conférences, faculté de droit, Université de Genève (de 1981 à 1983)

Chargé de l'enseignement d'un séminaire sur le droit public international à la faculté de droit et à la faculté des sciences politiques

Chargé de cours sur le droit public international et le droit du commerce international, invité aux universités et établissements universitaires suivants :

Université de Sienne (Italie), mars et avril 1984

Institut de hautes études internationales et de développement, Genève (Suisse), février et mars 1984

Université de Florence (Italie), mars et avril 1985

Université Bocconi, Milan (Italie), avril 1990

Institut international du droit du développement, Rome, Italie, mai 1990, mai 1991, mai 1992 et octobre 1995

Université de Turin (Italie), juin 1991 et juin 1992

Programme de bourses ONU/UNITAR dans le domaine du droit international, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), 1993, 1994, 1996 et 1999

Institut de droit public international et de relations internationales, Thessalonique (Grèce), 2004

Autres activités universitaires et professionnelles

Fondateur et rédacteur en chef de l'*Annuaire africain de droit international*

Membre du Conseil universitaire de l'École doctorale à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (droit international)

Membre du Conseil d'administration international à l'Institut de droit public international et de relations internationales, Thessalonique (Grèce)

Membre du Conseil consultatif de rédaction, *Asian Yearbook of International Law*

Avocat, Cour suprême de la Somalie, depuis 1974

Expérience des négociations multilatérales (en tant que représentant du Gouvernement)

Représentant de la Somalie à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1975-1981)

Membre de la délégation somalienne au Comité consultatif juridique Afrique-Asie (1975 et 1976)

Membre de la délégation somalienne au Sommet de l'Organisation de l'unité africaine (1974) et au Sommet de la Ligue arabe (1976)

Conseiller lors de négociations multilatérales et auprès d'organes multilatéraux (en tant que fonctionnaire international)

Expert-conseiller, Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie (CNUCED) (1982-1985)

Expert-conseiller auprès des Nations Unies lors des négociations sur la Convention sur la diversité biologique (1990-1991)

Expert-conseiller et représentant de la CNUCED lors des négociations d'Uruguay sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (consacrées aux aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) (1989-1991)

Conseiller juridique au Conseil du développement industriel et à la Conférence générale de l'ONUDI (1994-1998)

Conseiller juridique au Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie, Trieste (Italie) (1994-1997)

Conseiller juridique au Conseil d'administration et à la Conférence générale de l'UNESCO (de 2001 jusqu'à ce jour)

Conseiller juridique auprès de la Commission intergouvernementale océanographique de l'UNESCO et auprès du Comité du patrimoine mondial de la Convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial (de 2001 jusqu'à ce jour)

Conseiller juridique lors des négociations de l'UNESCO consacrées aux conventions suivantes : Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Convention internationale contre le dopage dans le sport et Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2001-2006)

Associations professionnelles

Membre de l'Institut de droit international, Genève

Membre fondateur de l'Association africaine de droit international

Membre fondateur et Président du Comité exécutif de la Fondation africaine pour le droit international

Membre de la Commission du droit de l'environnement, Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) – Union mondiale pour la nature

Membre de la Société française pour le droit international

Publications

Livres

Legal Aspects of Trade Preferences for Developing States: A Study in the influence of development needs on the evolution of international law, The Hague, Nijhoff Publishers (1982)

Intellectual Property and International Trade: the TRIPs Agreement (ed. with C. Correa), Kluwer Law International, 1998; 2nd Edition (2007)

International Technology Transfer: The Origin and Aftermath of the Draft United Nations Code of Conduct (ed. with S. J. Patel and P. Roffe), Kluwer Law International (2000)

Standard-setting in UNESCO/L'action normative de l'UNESCO (dir. publ.), UNESCO Publishing and Nijhoff Publishers [English and French editions] (2007)

The Legal and Institutional Framework of the African Union/Le cadre juridique et institutionnel de l'Union africaine (dir. publ.) (forthcoming) [English and French editions]

African Yearbook of International Law/Annuaire africain de droit international (Founder and General Editor), vol. I-XIII, 1993-2005, Kluwer Law International and Nijhoff Publishers (London, The Hague, Boston) [English and French editions]

Articles et rapport spéciaux

« The legal status of mercenaries in the law of armed conflict », in A. Cassese (dir. publ.), *The New Humanitarian Law of Armed Conflicts* (1979)

« Towards a new legal framework for marine research: Coastal state consent and international co-ordination », *Virginia Journal of International Law*, vol. 19, n° 2 (1979)

« Preferential treatment as a dimension of the right to development » in R.-J. Dupuy (dir. publ.), *The right to development at the international level*, Hague Academy of International Law (1980)

« Differential and More Favourable Treatment of Developing Countries in International Trade: the GATT Enabling Clause », *Journal of World Trade Law* (1981)

« L'élaboration d'un code international de conduite pour le transfert de technologie : bilan et perspectives », *Revue générale de droit international public*, n° 4 (octobre-décembre 1984)

« The legal framework for stable, remunerative and equitable commodity prices in international trade », in D. Dicke and E-U. Petersmann (dir. publ.), *Foreign Trade in the Present and a New International Economic Order*, University Press, Fribourg (Switzerland) (1988)

Chapter on « Trade-related aspects of intellectual property rights », in *Uruguay Round, Papers on Selected Issues*, United Nations, New York (1989)

Chapter on « Transfer of technology », in M. Bedjaoui (dir. publ.), *International Law: Achievements and Prospects*, UNESCO, Paris (1992)

« Intellectual Property Protection and International Trade: The Exhaustion of Rights Revisited », *World Competition*, vol. 16, n° 1 (September 1992) [in collaboration]

« Technology and Genetic Resources in the Biodiversity Convention: Is Mutually Beneficial Access still Possible? », in *BIODIPLOMACY: Genetic Resources and International Relations* (ed. by V. Sanchez and C. Juma) (1994)

« International law and Sustainable Development: the U.N. Convention on Biological Diversity », *African Yearbook of International Law*, vol. II (1994)

« Intellectual Property Protection in the Countries of Africa », *International Journal of Technology Management*, vol. 10 (1995)

« Reflections on the Fragility of State Institutions in Africa », *African Yearbook of International Law*, vol. II (1994)

« The Role of the Legal Adviser in the Reform and Restructuring of an International Organization – The Case of UNIDO », *Collection of Essays by Legal Advisers of States, Legal Advisers of International Organizations and Practitioners in the Field of International Law*, United Nations, Office of Legal Affairs (1999)

« Developing Countries and the Multilateral Trade rules: The Continuing Quest for an Equitable Playing Field », *Liber Amicorum for Prof. Georges Abi-Saab* (2001)

« Le Conseiller juridique d'une organisation internationale face à la pratique », *Société française pour le droit international, Colloque de Genève, La pratique et le droit international*, Paris, Editions Pedone (2004)

« Government Collapse and State Continuity: The Case of Somalia », *Italian Yearbook of International Law*, vol. XIII (2003)

« The Right of Intervention by the African Union: A New Paradigm in Regional Enforcement Action », *African Yearbook of International Law*, vol. 11 (2003)

« The UNESCO Declarations on Bioethics: Emerging Principles and Standards of an International Biolaw », N. Boschiero (dir. publ.), *Bioetica e Biotecnologie nel Diritto Internazionale e Comunitario* (2006)

« La coordination des actions dans le système des Nations Unies », Colloque, La Charte des Nations Unies, Constitution mondiale? Université de Paris X-Nanterre (2006)

« Cultural Rights As Collective Rights in International Law », lectures delivered in summer 2004 at the Thessaloniki Institute of Public International Law and International Relations (2006)

« UNESCO Standard-setting Activities on Bioethics: Speak Softly and Carry a Big Stick », F. Francioni (dir. publ.), *Biotechnologies and International Human Rights*, Hart Publishing (2007)
